



Newsletter

SPÉCIALE SOMMET 2025

Franco-Arabe

LETTER DE LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE - N° 168 - DECEMBRE 2025

Edito du Président :

L'eau : paix, souveraineté et coopération



SOMMAIRE

- **Séance d'ouverture.** p 3-4
- **Cadrage géopolitique et économique.** p 4-7
- **L'eau et les enjeux de souveraineté.** p 7-9
- **L'eau au cœur des besoins et des stratégies d'investissements.** p 9-11
- **La Méditerranée est notre destin.** p 12
- **M. Antoine Frérot, Président de Veolia.** p 14-16
- **L'eau au cœur des besoins et des stratégies d'investissements.** p 21-24
- **Investissements, infrastructures quels besoins et quels outils.** p 24-26
- **Corridor économique IMEC.** p 27-29
- **Séance de clôture.** p 30
- **M. Nicolas Forissier, ministre du Commerce extérieur et de l'Attractivité.** p 31

Dans un monde marqué par l'instabilité, les tensions géopolitiques et l'accélération des crises climatiques, l'eau s'impose désormais comme l'un des enjeux les plus structurants du XXI^{ème} siècle. Ressource vitale par essence, elle est aussi devenue un facteur de vulnérabilité, de souveraineté, et parfois de conflictualité. C'est autour de cette conviction forte que nous avons tenu le 6^{ème} Sommet économique France - Pays Arabes, les 10 et 11 décembre 2025, sous le haut patronage du Président de la République.

Ce soutien renouvelé, pour la troisième année consécutive, n'est pas anodin. Il constitue une reconnaissance claire du rôle singulier de la Chambre de Commerce Franco Arabe, seule structure paritaire couvrant l'ensemble des États membres de la Ligue des États Arabes, et plus largement de l'importance stratégique des relations entre la France et le monde arabe. À l'heure où les équilibres mondiaux se recomposent, ce dialogue économique et institutionnel apparaît plus nécessaire que jamais.

Les constats, eux, sont sans concession. Stress hydrique croissant, dérèglement du cycle hydrologique, pressions démographiques et socio-économiques accrues : la région arabe figure parmi les plus exposées au monde. Sans eau, il n'y a ni agriculture durable, ni sécurité alimentaire, ni stabilité à long terme.

Pourtant, si le diagnostic est préoccupant, le Sommet a voulu résolument porter un message d'action et d'optimisme lucide. Les solutions existent. Mais ces solutions ne prennent sens que si elles sont pensées de manière intégrée, articulées avec les enjeux climatiques, de biodiversité et de développement territorial, et soutenues par des financements adaptés.

À cet égard, les témoignages d'acteurs industriels engagés, à l'image de Veolia à travers son Président, Grand invité

d'Honneur 2025, mais aussi de Transdev, du Siaap, de NGE, ont illustré de manière concrète ce que peut être une coopération efficace et responsable dans le monde arabe. Le triptyque mis en avant - capital humain, innovation et action territoriale - constitue sans doute l'une des clés majeures pour accompagner durablement les pays confrontés à ces défis, en particulier en associant davantage les PME et PMI.

Le Sommet a également rappelé que l'eau n'est pas qu'un sujet technique. Elle est profondément politique et géostratégique. Les situations en Syrie, en Irak ou en Jordanie, parfois marquées par des conflits, mais aujourd'hui portées par une volonté de dynamiques régionales et internationales, montrent combien le développement passe aussi par la gestion des ressources naturelles.

Enfin, une conviction s'est imposée au fil des échanges : les réponses aux défis de l'eau ne peuvent être que collectives. Elles doivent s'inscrire à l'échelle méditerranéenne, mais aussi multilatérale, associant États, entreprises, organisations régionales et institutions internationales. La francophonie économique, la diplomatie environnementale et la coopération euro-arabe ont ici un rôle déterminant à jouer.

Au fond, ce Sommet l'a rappelé avec force : face à la rareté de l'eau, le repli n'est pas une option. Seule la coopération, fondée sur la confiance, l'innovation et le partage des savoir-faire permettra de transformer une contrainte majeure en opportunité de développement et de stabilité. C'est à cette ambition que la Chambre de Commerce Franco Arabe, à laquelle j'arrive à la présidence, entend bien continuer de contribuer.

Raoul Delamare

Nos partenaires 2025

Stratégiques



Platinum



Gold



Silver



DES SOLUTIONS DURABLES POUR L'ADAPTATION CLIMATIQUE DANS LE MONDE ARABE



Philippe Bourdeaux

Directeur de la Zone Afrique, Proche et Moyen Orient de Veolia

“

Depuis plus d'un demi-siècle, Veolia accompagne les pays arabes face à un défi devenu central : **concilier développement économique et préservation des ressources.**

Dans une région où l'eau et l'énergie conditionnent la souveraineté et la stabilité, **la Transformation Écologique n'est pas une option, c'est un levier de résilience et de compétitivité.**

Avec près de **13 000 collaborateurs** mobilisés sur le terrain, nous agissons concrètement dans le monde arabe. L'an dernier, Veolia a produit plus de **300 millions de m³ d'eau dessalée** et permis **la réutilisation** de près de **370 millions de m³ d'eaux usées**, au service des villes, de l'agriculture et des industries.

Au **Maroc**, 95 % des espaces verts de la capitale sont aujourd'hui irrigués grâce à la réutilisation des eaux usées. En **Jordanie**, l'usine d'*As-Samra* permet de réutiliser l'intégralité des eaux usées traitées pour l'agriculture, tandis qu'à **Oman**, notre usine de dessalement de *Sur* est autosuffisante en énergie grâce à 107 000 m² de panneaux solaires et fournit de l'eau potable à 600 000 habitants.

Porté par notre **plan stratégique GreenUp**, nous accélérerons le déploiement de solutions innovantes à fort impact environnemental. **C'est ici, dans le monde arabe, que se construisent certaines des réponses les plus avancées pour répondre aux enjeux climatiques mondiaux.**

*Découvrez comment Veolia sécurise l'accès à l'eau :
near-middle-east.veolia.com | africa.veolia.com*

 **VEOLIA**

VIe Sommet économique France - Pays Arabes

L'eau et l'environnement au cœur des besoins, crises et opportunités dans le monde arabe

L'eau est essentielle à la vie. Sans eau, pas de vie. Sous la pression du réchauffement climatique, de la croissance démographique et des besoins croissants de l'agriculture et de l'industrie, l'eau devient une denrée rare. Si rien n'est fait aujourd'hui, demain, les défis seront encore plus grands.

Les pays arabes figurent parmi les régions les plus exposées aux changements climatiques et à la raréfaction de cette ressource vitale. Une gestion durable, équitable et innovante de l'eau devient urgente. Cela implique des investissements conséquents et le recours à des technologies innovantes.

Afin d'explorer les besoins et les demandes des pays arabes en matière d'eau et de présenter l'offre française, la Chambre de Commerce Franco Arabe a organisé, les 10 et 11 décembre derniers à Paris, son sixième Sommet Economique France-Pays Arabes sur le thème : « L'eau et l'environnement, au cœur des besoins, crises et opportunités dans le monde arabe ».

Ce sommet, dédié à M. Vincent Reina, empêché de participer à cette rencontre pour raisons de santé, a rencontré un large succès, comme en témoigne le nombre de participants - plus de 550 inscrits- ainsi que la présence de nombreuses personnalités et responsables politiques et économiques.

M. Antoine Frérot, Président du Conseil d'Administration de Veolia, était l'invité d'honneur de ce Sommet organisé, sous le haut patronage du Président de la République, M. Emmanuel Macron.



M. Samir Majoul, M. Raoul Delamare, M. Patrick Martin

Une triple reconnaissance pour la CCFA

M. Raoul Delamare, qui a remplacé M. Reina, M. Samir Majoul, Président de l'Union des Chambres Arabes, et M. Patrick Martin, Président du Medef, ont ouvert cette rencontre pour souligner les enjeux et la pertinence du thème abordé.

M. Raoul Delamare a évoqué l'importance de ce rendez-vous annuel, organisé par la CCFA avec l'Union des Chambres Arabes et les structures françaises engagées dans l'internationalisation des entreprises. Il a rappelé que le Sommet bénéficiait, pour la troisième année consécutive, du haut patronage du Président de la République, M. Emmanuel Macron. « J'y vois une triple reconnaissance », a-t-il souligné : celle de la CCFA, qui fête cette année son 55ème anniversaire ; « celle de sa particularité en tant que structure paritaire couvrant l'ensemble des

États arabes ; et enfin celle de l'importance accordée, au plus haut sommet de l'État, aux relations avec le monde arabe ».

Abordant le contexte international tendu et tragique pour certains pays, et particulièrement pour la Palestine, il a mis en exergue les défis croissants dans le monde, notamment ceux liés à l'eau et à l'environnement, reprenant cette citation : « Le XXIe siècle sera celui de la guerre ou de la paix de l'eau ». Il a indiqué qu'en raison des changements climatiques, qui apportent davantage d'incertitudes au cycle hydrologique, et des pressions socio-économiques croissantes, nous sommes confrontés à une triple crise : l'incertitude, la contradiction et l'échec.

Il a souligné que si la question de l'eau, de sa rareté et de sa production évoque spontanément des difficultés, elle porte également en elle de nombreuses réponses possibles : dessalement, réutilisation des eaux usées, améliora-

tion de l'efficience des réseaux, formation et innovation technologique.

L'eau, un enjeu politique, économique et stratégique

M. Samir Majoul a souhaité d'abord rendre un vibrant hommage à M. Vincent Reina pour son rôle de lien humain entre les cultures. « Un homme dont la courtoisie, la loyauté et l'engagement ont permis de faire avancer des projets que d'autres croyaient impossibles », a-t-il déclaré.

Il a rappelé que l'organisation de ce Sommet coïncidait avec les dix ans de la COP21, qui fut un grand succès et avait initié un changement de paradigme en démontrant qu'investir dans le climat peut stimuler la croissance et le développement, tout en réduisant massivement les émissions sans compromettre la croissance économique.

Abordant le thème du Sommet, il a insisté sur son caractère à la fois politique, économique, social, technologique et stratégique, rappelant que l'eau n'est pas une ressource comme les autres. « Elle est le fondement même de la vie, de l'humanité, de la sécurité et de la stabilité », a-t-il affirmé, ajoutant que « les régions qui n'assureront pas leur souveraineté hydrique verront leur souveraineté économique fragilisée ». Il a indiqué que le Sommet aborderait des enjeux concrets et leurs solutions, notamment le dessalement durable, la réutilisation des eaux usées, l'efficacité énergétique et la gouvernance. Ces réflexions s'appuieront sur l'expertise de Ministres, d'Ambassadeurs et de chefs d'entreprises françaises de premier plan tels que Veolia, Eiffage, Transdev, le SIAAP, NGE, capables de transformer

les idées en réalisations concrètes.

Coopération et partenariats face aux défis globaux

M. Patrick Martin a, de son côté, rappelé le contexte politique et économique international de plus en plus volatil. Il a souligné que les entreprises en France, en Europe et dans les pays arabes font face à un cumul de défis : fragmentation des chaînes de valeur, tensions géopolitiques, sanctions, guerres commerciales et pénuries sectorielles. « Notre défi commun est de ne pas subir la géopolitique et les enjeux climatiques, mais d'apprendre à mieux les gérer et à les transformer en opportunités », a-t-il affirmé.

Il a indiqué que les partenariats stratégiques et le co-développement offrent des avantages compétitifs décisifs pour tirer parti des ruptures technologiques et répondre aux défis climatiques posés et à la raréfaction de la ressource en eau. « Nous devons faire de la sécurité hydrique un vaste chantier de coopération et d'investissement », a-t-il insisté. Il a rappelé que les entreprises françaises disposent de solutions éprouvées : dessalement bas carbone, réutilisation industrielle, réseaux intelligents, capteurs, digitalisation, réduction des fuites et agriculture de précision, citant notamment des projets menés en Tunisie, en Jordanie et au Maroc.

En conclusion, il a réaffirmé la disponibilité des entreprises françaises à s'engager aux côtés de leurs partenaires arabes pour bâtir ensemble cette sécurité hydrique, essentielle à la stabilité économique, sociale et géopolitique.

Cadrage géopolitique et économique

Mme Rayanne Kanaan, Secrétaire Générale de la CCFA et modératrice de cette séquence, a pris la parole pour souligner l'importance de ce Sommet en tant qu'étape essentielle du renforcement des liens et du partenariat entre la France et les pays arabes face aux défis régionaux.

Pour approfondir ces questions, trois personnalités reconnues dans le monde arabe et en France sont intervenues - le Dr. Wissam Fattouh, Secrétaire Général de l'Union des Banques Arabes, afin d'évoquer le rôle des banques arabes dans le financement du secteur de l'eau et de l'environnement, le Dr. Khaled Hanafy, Secrétaire Général de l'Union des Chambres Arabes, pour analy-



ser la manière dont ces défis redéfinissent les priorités économiques du monde arabe, et S.E. M. Ayeid Moussaïd Yahya, Ambassadeur de la République de Djibouti en France et doyen du corps diplomatique arabe, pour évaluer la situation économique et géostratégique actuelle dans le monde arabe.

Le rôle central du secteur bancaire arabe

Wissam Fattouh a souligné les profondes transformations à l'œuvre dans les pays arabes et indiqué que les recommandations formulées lors de ce Sommet pouvaient contribuer à renforcer la capacité de la région à bâtir un avenir stable



CE QUI ME FAIT AVANCER ? AMÉLIORER LA MOBILITÉ DE DEMAIN.

Devenez **expert ou experte technique.**
Rejoignez-nous.



Chez Transdev, nous donnons à nos talents l'opportunité de se développer et d'avoir un impact positif sur la société et la vie des gens, en délivrant des services de mobilité toujours plus sûrs, fiables et innovants.



me@transdev

et prometteur. Il a précisé que l'eau et l'environnement sont devenus des enjeux essentiels pour la stabilité et le développement des pays arabes.

Rappelant les défis liés à l'eau dans la région, il a indiqué que 60 % de la population arabe vit dans une situation de grave pénurie d'eau et que, d'ici 2030, la demande pourrait dépasser les ressources disponibles de près de 40 %. Il a également souligné que la région arabe représente 10 % des terres émergées et 6 % de la population mondiale, mais ne bénéficie que de moins de 2 % des ressources en eau renouvelable de la planète.

Toutefois, malgré ces pressions, les pays de la région disposent de solides fondements, notamment dans le secteur bancaire, qui continue de jouer un rôle de premier plan dans la stabilité financière et économique, avec des actifs dépassant 5.200 milliards de dollars. « Nos banques figurent parmi les plus performantes des marchés émergents », a-t-il affirmé. Elles financent les grandes infrastructures et soutiennent les PME, notamment dans les secteurs numérique et industriel. Dans de nombreux pays arabes, les banques financent plus de 70 % des investissements totaux, soit environ 3.100 milliards de dollars.

Il a rappelé que, lors du Sommet des Nations unies sur le développement durable tenu à New York en septembre 2023, l'Union des Banques Arabes s'était engagée à collaborer avec les banques et institutions financières arabes afin de mobiliser 1.000 milliards de dollars jusqu'à 2030. L'eau et l'environnement sont au cœur de cette démarche, a-t-il souligné, concluant que cet engagement reflète la conviction de l'Union selon laquelle le secteur bancaire doit être un partenaire actif face aux défis régionaux.

Repenser les priorités économiques arabes

Le Dr. Khaled Hanafy a appelé à la reformulation des priorités économiques du monde arabe et à repenser les relations économiques avec la France dans un esprit de plus grand équilibre, d'innovation et de compréhension mutuelle. « Nous voulons être des partenaires à part entière dans une réflexion commune », a-t-il déclaré. « Le monde évolue rapidement et notre manière d'aborder l'économie a changé. Nous sommes ouverts sur le monde, nous souhaitons collaborer avec l'Europe et nous avons un attachement

particulier à la France », a-t-il ajouté.

Abordant la question de l'eau, il a indiqué que la région arabe souffre d'un déficit hydrique majeur, mais qu'elle dispose également d'importantes richesses en énergies renouvelables, en ressources humaines, ainsi que de capacités financières significatives et d'une position géostratégique clé. Nous devons changer notre façon d'aborder l'économie notamment dans la recherche de nouvelles sources d'eau afin de produire de manière intelligente et rationnelle et d'utiliser l'eau de façon équilibrée. Nos économies ne prennent pas en considération la valeur des ressources rares, il est temps, à présent, de changer notre approche, a-t-il affirmé.

Il a par ailleurs établi un lien entre la sécurité alimentaire et la rareté de l'eau, évoquant la quatrième révolution industrielle et la quatrième révolution agricole, ainsi que le recours à l'intelligence artificielle pour gérer les chaînes de valeur et créer de la valeur ajoutée. « Tout cela est imbriqué, tout est lié », a-t-il déclaré, appelant à davantage de flexibilité et de diversification afin de renforcer les liens géoéconomiques et géostratégiques avec l'Europe et avec la France, porte d'entrée vers cette Europe.

Pour conclure, il a affirmé que la partie arabe était prête, tant au niveau des acteurs économiques que des décideurs politiques à favoriser la coopération et la création d'un marché commun reliant la technologie française à l'économie arabe.

Situation politique et perspectives régionales

S.E. M. Ayeid Mousseid Yahya est revenu sur le contexte politique du monde arabe, soulignant que les années 2024 et 2025 ont été marquées par des événements majeurs, à commencer par le conflit israélo-palestinien, la guerre au Soudan, ainsi que la situation au Liban sous les bombardements israéliens. Malgré cela, le monde arabe a continué à jouer un rôle important sur la scène internationale. Il ne s'est pas arrêté, mais a été ralenti par des conflits ayant freiné sa dynamique de croissance économique.

Cependant, dans ce contexte politique difficile, il a également évoqué des événements positifs. En tant que doyen du corps diplomatique arabe, il a remercié la France pour son rôle central, aux côtés de l'Arabie saoudite et d'autres pays,



M. Khaled Hanafy et Mme Rayanne Kanaan

dans les efforts internationaux ayant conduit à la reconnaissance de la Palestine par plus de dix pays, dont certains membres permanents du Conseil de sécurité. Il a cité parmi les événements heureux, l'ouverture du nouveau Grand Musée égyptien, l'élection de M. Khaled El-Enany au poste de Directeur Général de l'Unesco, l'Exposition universelle prévue en Arabie saoudite en 2030, l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations au Maroc, ainsi que la participation de ce pays à l'organisation de la Coupe du monde de football 2030, et enfin l'organisation de la Coupe du monde 2034 en Arabie saoudite. Il s'est également félicité du retour de la Syrie sur la scène internationale.

Enfin, tout en reconnaissant que le tableau dressé demeure contrasté, il a indiqué que les perspectives restaient prometteuses, avec une croissance estimée à 3,7 % dans la région ANMO en 2026.

Relations France - Djibouti et gouvernance mondiale de l'eau

Sur les relations entre la France et Djibouti, porte d'entrée stratégique du détroit de Bab el-Mandeb par lequel transite

une part importante du commerce mondial, notamment les hydrocarbures, il a souligné l'attachement des deux pays à leur partenariat stratégique global, qui couvre l'ensemble des secteurs d'activité et le développement durable. Ce partenariat multiforme concerne presque tous les domaines : politique, économique, militaire, éducatif et culturel. Sur le plan économique, la France demeure un partenaire fiable de Djibouti. Elle a su, selon lui, renouer avec ce qui faisait sa force : le goût de l'aventure et de l'engagement à l'international. « La France ne veut plus laisser ses concurrents remporter les marchés », a-t-il affirmé.

Revenant au thème central du Sommet, consacré à l'eau et à l'environnement, il a rappelé que le stress hydrique constitue un enjeu majeur pour l'ensemble du monde arabe. Il a rappelé la création d'une Organisation mondiale de l'eau en septembre 2023, en Arabie saoudite, et indiqué que la question de l'eau mérite une gouvernance internationale dédiée, à l'image de celle instaurée pour la sécurité alimentaire lors du sommet de la FAO en 1995. Il a conclu en soulignant que les liens unissant la France au monde arabe reposaient sur un socle commun solide.

L'eau et les enjeux de souveraineté agricole et agroalimentaire

Pour développer ce thème, M. Dominique Brunin, conseiller auprès du Président de la CCFA et modérateur de cette séquence, avait invité S.E. Mme Samira Sitail, Ambassadrice de Sa Majesté le Roi du Maroc, et M. Sébastien Abis, chercheur à l'IRIS, Directeur du Club Déméter, à livrer leurs analyses.

Eau, agriculture et sécurité alimentaire

M. Sébastien Abis, a présenté le Club Déméter, un regroupement d'entreprises agricoles et agroalimentaires, de ministères, d'écoles et d'experts associés travaillant en permanence sur l'avenir des mondes agricoles et alimentaires, et a exposé les liens étroits entre l'eau, l'agriculture et l'alimentation.

Il a rappelé que l'alimentation est indispensable au quotidien dans un monde de huit milliards d'habitants et que, pour produire, l'agriculture a besoin de ressources, notamment d'eau. D'où la nécessité de solutions permettant de préserver sa disponibilité pour le secteur agricole. Aujourd'hui, une forte pression s'exerce pour développer l'irrigation de précision et économiser l'eau en agriculture. Le rôle des infrastructures, de l'innovation et des investissements est donc déterminant.



M. Sébastien Abis, S.E. Mme Samira Sitail, M. Dominique Brunin

Il a souligné la nécessité de prendre conscience du caractère stratégique du secteur agricole, comme il l'a été durant la seconde moitié du XXe siècle, estimant que l'Europe, et la France en particulier, l'ont peut-être sous-estimé au début



Nos missions techniques allient rencontres humaines, diversité et innovation, elles sont dédiées aux thématiques suivantes :

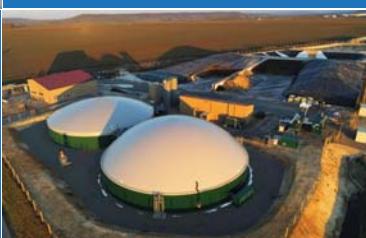


- ▶ Protection et renaturation des cours d'eau,
- ▶ Protection des ressources en eau potable,
- ▶ Distribution d'eau potable,
- ▶ Dépollution des eaux usées et production de biométhane



- ▶ Collecte, tri, recyclage, valorisation de nos déchets
- ▶ Réduction des matières plastiques
- ▶ Déchets des REP*

* Responsabilité Élargie des Producteurs



- ▶ Décarbonation de nos territoires (chaleur) et de nos industries
- ▶ Production, distribution d'énergies « free » CO₂
- ▶ Combustibles solides de récupération, bois déchets

Au sein d'une structure familiale, nos **650** ingénieurs et techniciens participent très concrètement à la mise en œuvre d'infrastructures à impacts positifs pour la planète, la santé et le bien-être de ses habitants.

NOTRE METIER :
Maître d'œuvre,
Ingénieurs
Conseils



- ▶ Aménagements de nos villages, villes, agglomération, métropoles dans un souci permanent de sobriété carbone et mieux vivre en ville
- ▶ Transports en mode doux



NOS COLLABORATEURS
65% d'ingénieurs
25% de techniciens et projeteurs
10% d'administratifs

... en France et à l'international

L'INTERNATIONAL
15% de notre activité

NOS IMPLANTATIONS
40 en France
6 à l'étranger

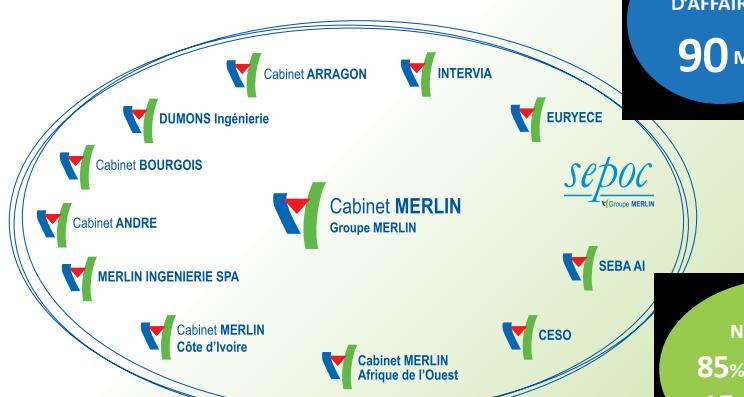
MONTANT ANNUEL DES TRAVAUX DIRIGÉS

1,5 Md€

CHIFFRE D'AFFAIRES
90 M€

LE GROUPE
15 Sociétés
650 Collaborateurs

NOS CLIENTS
85% Clients Publics
15% Clients Privés



du XXIe siècle.

Abordant la question de la souveraineté alimentaire, il a estimé qu'elle ne devait pas être comprise comme une autarcie et un repli sur soi, mais comme une souveraineté solidaire impliquant l'échange de connaissances, de sciences, de productions et de projets, notamment dans la région méditerranéenne, où existent de fortes complémentarités entre l'Europe, l'Afrique et le bassin méditerranéen. Cette zone concentre, selon lui, l'ensemble des tensions agricoles et hydriques observées à l'échelle mondiale.

S'agissant des subventions aux denrées alimentaires et aux matières premières agricoles, M. Abis a expliqué que la politique agricole commune en Europe constitue à la fois une politique sociale et une politique alimentaire citoyenne. Le discours autour de l'alimentation doit, selon lui, rappeler la nécessité d'un effort collectif de la nation pour soutenir un secteur stratégique. Les subventions versées aux agriculteurs doivent ainsi être considérées comme un investissement au service de la sécurité alimentaire des citoyens.

La stratégie hydrique du Maroc

S.E. Mme Samira Sitail a présenté la stratégie marocaine de développement des ressources en eau. Elle a indiqué que le Maroc subit un stress hydrique depuis sept ans : « Nous sommes en situation de sécheresse et vivons une réalité qui nous oblige à aller au-delà de la stratégie de gestion de l'eau mise en place jusqu'à présent. » Elle a rappelé la politique de barrages engagée dès le début des années 1960 par feu Sa Majesté le Roi Hassan II.

Elle a indiqué que le Royaume a construit plus de 154 grands barrages et 160 petits ouvrages qui lui permettent de disposer aujourd'hui de 21 milliards de m³ d'eau retenus, et que l'objectif serait d'atteindre 25 milliards de m³ d'ici

2028. Elle a également indiqué que la stratégie marocaine en matière de dessalement vise à couvrir les besoins en eau potable d'au moins 50 % de la population marocaine à l'horizon 2030, grâce notamment à des partenariats avec la Chine, mais aussi, et largement, avec la France. En matière d'assainissement, elle a souligné l'existence d'une stratégie mobilisant plusieurs opérateurs, dont Veolia, très présent au Maroc.

Le développement des Provinces du Sud

Répondant à une question sur le développement des provinces du Sud et les implications pour les secteurs de l'agriculture, de la pêche, de l'industrie et du tourisme, elle a rappelé la résolution 2797 des Nations unies.

Elle a souligné que le partenariat avec la France est fondamental pour le développement de ces provinces et a invité le tissu entrepreneurial français à saisir les opportunités qu'elles offrent, au bénéfice des entreprises françaises, marocaines et africaines.

Abordant la coopération triangulaire France-Maroc-Afrique, qui peut se développer à partir du Maroc, S.E. Mme Sitail a rappelé que, lors du Sommet de l'eau à Marrakech, l'Agence française de développement, le Royaume du Maroc - à travers l'Office national de l'eau et de l'électricité - et le Burkina Faso ont signé un accord de coopération. « Les situations dans lesquelles la coopération triangulaire peut être utile, voire indispensable, sont nombreuses », a-t-elle affirmé. Pour conclure, elle s'est dite optimiste face aux défis posés par le réchauffement climatique, qui affecte le monde arabe et particulièrement le Maroc. Elle a rappelé que son pays, comme plusieurs États de la région - notamment l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Qatar - ont mis en place des stratégies claires et de long terme pour faire face au stress hydrique.

L'eau au cœur des besoins et des stratégies d'investissements

Cette nouvelle séquence, modérée par M. Philippe Gautier, Directeur Général du Medef International, a réuni le Dr Tamara El Zein, ministre de l'Environnement du Liban, Mme Nadia Hai, ancienne ministre, Ambassadrice et déléguée interministérielle à la Méditerranée, M. François-Marie Didier, Président Directeur Général du SIAAP, M. Xavier Mony, Directeur Général France d'Eiffage Génie civil, et Mme Ruba Chakib, représentante du vice-ministre syrien des Ressources en eau. Elle a permis de dresser un état des lieux nationaux, de présenter des modèles de gestion, de gouvernance et des possibilités de coopération.



M. Xavier Mony, M. François-Marie Didier, Mme Nadia Hai, Dr Tamara El Zein, Mme Ruba Chakib, M. Philippe Gautier.

Le cas libanais : réformer pour préserver la ressource



Dr Tamara El Zein

Le Dr Tamara El Zein a indiqué que le Liban, autrefois considéré comme le château d'eau de la région, souffre désormais de stress hydrique pour plusieurs raisons : gouvernance défaillante, mauvaise gestion de l'eau et instabilité politique. Elle a précisé que le secteur de

l'eau, géré par le ministère de l'Énergie et de l'Eau, a été largement négligé en raison des crises successives de l'électricité. D'où la nécessité de réformes afin de replacer l'eau au cœur des politiques publiques.

L'idée de séparer l'eau de l'énergie pour créer un ministère dédié uniquement à l'eau et à l'assainissement progresse, a-t-elle indiqué. Par ailleurs, la mauvaise gestion a conduit à un important gaspillage, notamment par la perte d'une partie significative des réserves souterraines qui se déversent directement dans la mer, ainsi qu'à la surexploitation des ressources restantes par le forage des puits sauvages. Il est donc indispensable d'améliorer la gouvernance, la gestion et le modèle financier, afin d'ouvrir la voie aux investissements du secteur privé. Une série de réformes est actuellement mise en œuvre dans ce sens, a-t-elle confirmé.

S'agissant du modèle de gestion de l'eau, le Dr Tamara El Zein a expliqué que le ministère de l'Énergie et de l'Eau gère actuellement les questions hydriques à travers des régies chargées de l'eau et de l'assainissement. « Il faut délaisser ce modèle relativement centralisé pour adopter un modèle de bassins décentralisés, avec un responsable unique », a-t-elle déclaré, précisant que cette orientation s'inscrit dans les nouvelles réformes.

La Méditerranée face au défi de l'eau

Mme Nadia Hai a entamé son intervention en présentant sa mission, qui consiste à animer et coordonner la politique française pour le bassin méditerranéen dans l'ensemble des secteurs, en mobilisant tous les ministères, les institutions et les sociétés civiles. Elle a indiqué que cette mission vise à redynamiser les instances de dialogue politique de l'Union pour la Méditerranée (UpM), à renforcer les dialogues régionaux et à s'appuyer sur la société civile pour créer des espaces de réflexion et d'action.

Abordant la question de l'eau dans la région, elle a rappelé quelques chiffres clés concernant la Méditerranée : sur les 520 millions de personnes vivant dans cet espace, 180 millions sont exposées à la pénurie d'eau, dont 80 millions à

une pénurie extrême. Elle a ajouté qu'à l'horizon 2100, 60 à 70 % de la population méditerranéenne pourrait être exposée à la pénurie d'eau.



Mme Nadia Hai

Face à ces défis, elle a souligné la nécessité d'augmenter et de mieux gérer les ressources en eau, d'optimiser leur utilisation et de développer des ressources non conventionnelles, notamment le traitement des eaux usées et le desalémentation. « Il faut passer véritablement au concret », a-t-elle insisté. Il s'agit de travailler avec la société civile et les entreprises, qui jouent un rôle majeur dans l'économie bleue, avec les institutions financières pour accompagner cette transformation, et avec les gouvernements afin de favoriser une prise de conscience des dangers actuels. Elle a conclu sur la nécessité de réfléchir collectivement aux modalités de mise en œuvre des actions à mener.

La Syrie : des besoins urgents en infrastructures hydrauliques



Mme Ruba Chakib

Mme Ruba Chakib a dressé un rapide état des lieux de la situation en Syrie et des actions prioritaires à engager, appelant à une coopération renforcée entre la France et la Syrie. Elle a indiqué que les infrastructures hydrauliques ont été largement détruites par la guerre et que le manque de

maintenance, dû notamment à l'absence de pièces de rechange, rend de nombreuses installations inopérantes.

Elle a souligné que la Syrie doit restaurer des réseaux de distribution détruits dans leur majorité et assurer la maintenance de ceux qui subsistent afin de stopper des pertes considérables. À défaut d'une intervention urgente, 70 % du réseau risquent de ne plus être fonctionnels à court terme. Elle a également indiqué que le pays manque cruellement d'installations de traitement des eaux usées.

Les autorités se sont concentrées sur les besoins les plus urgents, a-t-elle indiqué, mais les capacités disponibles demeurent largement insuffisantes. « Il faut installer des stations de pompage, reconstruire un réseau de laboratoires pour surveiller la qualité de l'eau et développer des installa-

tions de traitement des eaux usées », a-t-elle déclaré.

Constatant l'ampleur des besoins, elle a exprimé l'espérance d'obtenir des aides de l'Agence française de développement (Afd) et d'autres institutions. « Nous travaillons sur ces projets avec des partenaires français, mais aussi avec d'autres acteurs, afin de les mettre en œuvre », a-t-elle conclu.

Le rôle des entreprises françaises : savoir-faire et coopération



M. François-Marie Didier,
Mme Nadia Hai



M. Philippe Gautier



M. Xavier Mony,
M. François-Marie Didier

M. Xavier Mony, Directeur Général France d'Eiffage Génie civil, a débuté son intervention par une réflexion sur la nécessité de se poser régulièrement des questions de vision et de stratégie concernant la gestion de la ressource en eau à long terme.

Présentant les activités de son groupe et son savoir-faire historique, il a indiqué qu'Eiffage intervient principalement dans la construction d'ouvrages clés en main, notamment dans les secteurs du transport, de l'énergie, en partenariat avec des acteurs disposant de procédés éprouvés et en coopération étroite avec les grands acteurs mondiaux du secteur. « Nous ne faisons rien sans donneurs d'ordres en amont », a-t-il précisé, ajoutant que les projets les plus réussis sont ceux qui sont anticipés et élaborés en concertation. « Au-delà de la technique, c'est dans cette démarche que réside notre savoir-faire », a-t-il souligné.

Concernant les projets actuellement en cours, il a indiqué qu'Eiffage s'engage, aux côtés de Veolia, dans un projet piloté par ce dernier portant sur la construction de deux usines de traitement d'eau potable utilisant des technologies très performantes. Cette collaboration permettra à Eiffage de capitaliser sur ces expériences et de pérenniser son savoir-faire.

Interrogé sur la transférabilité des projets d'Eiffage dans les pays du pourtour méditerranéen, il a souligné qu'il existe en France de grands acteurs du secteur de l'eau disposant de références solides et capables d'exporter leurs expertises, à condition de travailler en collaboration avec des partenaires locaux. Il a cité en exemple l'usine de dessalement de

Djibouti, considérée comme une réussite.

Le SIAAP, un acteur public-industriel au service de l'environnement

M. François-Marie Didier, Président-Directeur Général du SIAAP, a présenté l'organisme qu'il dirige. Le SIAAP est une collectivité créée en 1970, héritière des grands travaux réalisés sous le baron Haussmann pour la création des égouts et l'évacuation des eaux usées à Paris.

Le SIAAP est une entité singulière, à la fois collectivité publique - en tant que syndicat interdépartemental assurant un service public - et acteur industriel. Il traite les eaux usées de près de neuf millions de Franciliens et exploite cinq usines dans l'agglomération parisienne, la sixième étant exploitée par Veolia. Sa gouvernance est composée à 40 % d'acteurs publics et à 60 % d'acteurs privés, avec un budget annuel de l'ordre d'un milliard d'euros.

Le SIAAP gère les deux plus grandes usines de traitement des eaux usées d'Europe : l'une située dans les Yvelines, l'autre à Valenton. Il travaille avec l'ensemble des grandes entreprises françaises du secteur de l'eau, notamment Veolia, mais aussi Suez, Eiffage et Vinci. Le SIAAP est ainsi un donneur d'ordres majeur, tout en exerçant une activité souvent méconnue du grand public, puisqu'il n'apparaît pas directement sur la facture d'eau des Franciliens.

Le SIAAP collecte les eaux usées et pluviales, puis les restitue dans la Seine ou la Marne après traitement dans ses usines. À ce titre, il est un acteur central de la protection de l'environnement et un régulateur de la Seine, contribuant à hauteur d'environ un tiers de son débit via les eaux usées traitées. Il gère également les surplus lors d'épisodes pluvieux intenses en stockant temporairement l'eau dans des réservoirs.

Le SIAAP entretient par ailleurs des liens étroits avec la Ville de Paris, qui mène des actions de coopération décentralisée et subventionne des projets à l'étranger. Dans ce cadre, le SIAAP peut participer à des projets de coopération, notamment avec de grandes métropoles.

« La Méditerranée est notre destin »



M. Jean-Luc Chauvin



Jean-Luc Chauvin, Président de la CCI Aix-Marseille-Provence, représentant M. Alain Di Crescenzo, Président de CCI France, a pris la parole pour exposer sa vision pour la Méditerranée, redevenue un espace de puissance stratégique partagé.

Il a appelé à construire activement l'avenir, soulignant qu'il ne fallait plus spéculer sur le futur mais agir dès maintenant. Face aux transitions économiques, énergétiques et géopolitiques qui redessinent les équilibres mondiaux, il a exhorté à adopter une approche orientée vers les solutions.

Dans cette recomposition en cours, l'espace euro-méditerranéen devient, selon lui, un pivot stratégique pour la prochaine décennie. Il a défini trois axes d'action prioritaires : l'internationalisation, la transformation climatique des modèles économiques et la question stratégique de l'eau. Développant le premier axe, il a indiqué que le rôle du réseau des Chambres de Commerce et d'Industrie est de soutenir les entreprises françaises engagées à l'international. L'international n'est plus un choix mais un impératif de diversification et de croissance économique. Dans cette perspective, les pays arabes sont des partenaires prioritaires, car ils investissent massivement dans les infrastructures, l'énergie et les transitions numériques, et redéploient leurs économies pour préparer l'après-pétrole.

Il a dans ce cadre souligné que la Méditerranée est redevenue un espace de puissance stratégique partagé entre les continents européen, africain et moyen-oriental. « Il faut faire de la Méditerranée un marché intégré, fluide, capable de rivaliser avec les grands blocs économiques mondiaux. C'est un enjeu de souveraineté, d'emplois et de stabilité que

nous ne pouvons relever que collectivement », a-t-il affirmé.

Abordant le deuxième axe, il a rappelé que le climat constitue un enjeu de compétitivité, de sécurité et de modèle économique. Les entreprises qui n'intègreront pas le risque climatique seront exclues des chaînes de valeurs internationales. Il a appelé à accélérer autour de trois leviers structurants : l'innovation comme moteur de souveraineté, la frugalité comme nouveau modèle industriel, et l'efficience, entendu comme l'alliance de la performance et de la durabilité. « Ces approches sont essentielles pour développer des partenariats technologiques, industriels et financiers entre la France, les pays du Golfe et d'Afrique du Nord. »

Enfin, abordant le troisième axe - l'eau - il l'a qualifié d'enjeu de sécurité stratégique pouvant devenir le pilier d'une alliance entre la France et les pays arabes : une alliance de solutions, de résilience et d'avenir. Et de conclure : « Avançons, co-construisons, osons cette ambition méditerranéenne, elle est notre destin ; il est de notre responsabilité de la transformer en opportunité. »



INGENIERIE & CONSEIL

Eau - Environnement - Infrastructures - Gestion des données environnementales

Antea Group

Understanding today.
Improving tomorrow.

Antea Group est en France l'un des acteurs majeurs de l'ingénierie de l'environnement et de la valorisation des territoires. Fortes de 850 collaborateurs et positionnées sur quatre grands métiers, l'Eau, l'Environnement, les Infrastructures et la Donnée environnementale, nos équipes interviennent en France métropolitaine, dans les DOM et à l'international.

Nous sommes présents auprès d'une clientèle très diversifiée, constituée de grands groupes industriels, de PME dynamiques, de collectivités locales ou de gouvernements. A tous nous avons à cœur de répondre avec le même engagement et la même volonté d'apporter des solutions opérationnelles. Notre ingénierie adresse des problématiques très contemporaines et complexes, qui nécessitent la mobilisation de savoirs techniques pointus et la combinaison d'expertises diversifiées. Nous trouvons ces compétences au sein du groupe qui compte 3200 collaborateurs à travers le monde. Pour autant nous voulons également être en connexion avec d'autres expertises, avec les entreprises les plus

innovantes et avec toutes les régions du monde ; aussi sommes-nous membre fondateur de l'alliance environnementale Inogen qui regroupe plus de 60 partenaires et 7000 ingénieurs ou consultants répartis dans près de 70 pays, constituant ainsi l'un des tous premiers réseaux mondiaux.

Si nous avons réalisé quelques beaux projets au Proche-Orient et au Moyen-Orient, nous avons depuis quelques années la volonté d'intensifier notre développement par la mise en place de partenariats avec les acteurs du monde arabe. Nous sommes donc aujourd'hui heureux et fiers de rejoindre les membres de la CCFA pour apporter notre contribution active au développement conjoint engagé depuis des années.



Pascal VOYEAU

Directeur général Antea France

Nous vous accompagnons durant tout le cycle de vie de vos projets :

- Etude, pré-étude, audit et diagnostic
- Assistance à maîtrise d'ouvrage
- Maîtrise d'œuvre de conception et réalisation
- Clé en main et travaux
- Mesures d'eau et d'air
- Management de la donnée environnementale

Exemples de projets

Maroc : assistance technique environnementale, sociale et en matière de réinstallation de populations pour le programme "Compact II" du Millenium Challenge Corporation

Tunisie, Maroc, Algérie : évaluation des systèmes d'information sur l'eau pour la GIZ

Afrique austral : due diligence pour plus de 100 stations-services et installations pétrolières d'un groupe multinational dans plusieurs pays

Gaza : maîtrise d'œuvre pour la conception détaillée d'un nouveau centre de stockage des déchets, réhabilitation de l'ancienne décharge, suivi des travaux de construction

Liban : évaluation des ressources en eau sur le Mont Liban – Shouf Biosphere Reserve

Jordanie : assistance technique pour l'Union Européenne pour la conception du système national d'information sur l'eau

M. Antoine Frérot, Président du Conseil d'Administration de Veolia

M. Antoine Frérot, Président du Conseil d'Administration de Veolia et Grand invité d'Honneur de ce Sommet, a clôturé les travaux de la première matinée. Il a présenté les principaux défis auxquels font face les pays arabes, détaillé les solutions mises en œuvre par son groupe et évoqué la longue relation de confiance qui unit Veolia aux pays de la zone.

« C'est un honneur, pour Veolia et pour moi-même, de participer à ce 6^{ème} Sommet économique France-Pays Arabes, consacré à un enjeu vital qui touche à l'essentiel : la vie quotidienne des populations, la prospérité des économies, la stabilité des sociétés et, au-delà, la sécurité des États », a déclaré M. Frérot en ouverture de son intervention.

Il a rappelé le contexte de crises dans lequel s'inscrit ce Sommet, et les tensions particulièrement aiguës que connaissent certains pays de la région, où la croissance démographique et les besoins économiques se heurtent à une chute inquiétante de la disponibilité en eau. « Les chiffres parlent d'eux-mêmes », a-t-il souligné : au Maroc, la ressource en eau disponible par habitant est passée de 2 560 m³/an dans les années 1960 à 620 m³ aujourd'hui ; en Jordanie, elle n'est plus que de 90 à 100 m³/an.

Le stress hydrique est désormais une réalité. L'eau est devenue un bien stratégique

Face à ces menaces, il a affirmé qu'il n'y avait aucune fatalité, que les réponses techniques, économiques et politiques étaient disponibles. Elles constituent le cœur de métier de Veolia, au service d'une transformation écologique qui ne freine pas la croissance mais la réinvente. Une croissance plus intelligente et circulaire, où chaque goutte d'eau est tracée, valorisée et réutilisée. Et d'ajouter que Veolia est aujourd'hui le champion mondial de la transformation écologique. Un positionnement que le groupe doit à 170 ans d'expertise et d'innovation, avec plus de 50 ans de présence continue au Moyen-Orient et 25 ans en Afrique du Nord.

Le groupe rassemble désormais plus de 13.000 collaborateurs dans les pays arabes, pour un chiffre d'affaires supérieur à 2 milliards d'euros. Il y agit sur trois défis majeurs : la rareté de l'eau, la lutte contre les pollutions, et la réduction des émissions de gaz à effet de serre liées aux services d'eau. En 2023, Veolia a produit, dans les pays de la région, 305 millions de m³ d'eau dessalée, cumulé près de 670 mil-



M. Antoine Frérot

lions de m³ en y ajoutant les eaux usées traitées et réutilisées, et permis d'économiser 320 millions de m³ d'eau dans les réseaux. « Notre palette de solutions, a-t-il soutenu, couvre l'ensemble du cycle de l'eau : production et distribution d'eau potable, traitement et réutilisation des eaux usées, réduction des pertes, digitalisation des réseaux, dessalement de nouvelle génération et production d'eaux non conventionnelles. Ces solutions permettent aujourd'hui à de nombreux pays arides de la zone de garantir la sécurité hydrique de leurs populations, de leur agriculture et de leurs industries ».

13.000 collaborateurs dans les pays arabes, pour un chiffre d'affaires supérieur à 2 milliards d'euros. Veolia y agit sur trois défis majeurs : la rareté de l'eau, la lutte contre les pollutions, et la réduction des émissions de gaz à effet de serre liées aux services d'eau.

Présence de Veolia dans les pays arabes

Après ce cadrage stratégique et technique, M. Frérot a invité son auditoire à un tour d'horizon pour découvrir la présence et les réalisations de groupe dans les pays arabes. Et le voyage commence en Afrique du Nord.

Au Maroc, présent dans le Royaume depuis 23 ans, Veolia y gère l'eau et l'assainissement avec 4.500 collaborateurs avec des résultats qui se traduisent par une amélioration importante des taux de rendement en eau : 84 % pour l'agglomération de Rabat - Salé et plus de 80 % pour la région de Tanger - Tétouan. 98 % des espaces verts de Rabat et 85 % de ceux de Tanger-Tétouan sont irrigués par des eaux usées traitées, soit 47 millions de m³

valorisés entre 2016 et 2025.

Toujours au Maroc, pour le compte de Renault à Tanger, Veolia a réduit de 70 % les prélevements d'eau industrielle et supprimé les rejets liquides, évitant l'équivalent de 175 piscines olympiques prélevées chaque année. Enfin, en partenariat avec l'État, Veolia a réalisé la plus grande usine de dessalement d'Afrique, près de Rabat : 300 millions de m³/an, pour sécuriser l'eau potable de près de 9,3 millions d'habitants. À ces avancées s'ajoute désormais un projet majeur de dessalement, destiné à renforcer durablement la résilience hydrique du pays avec l'objectif de produire 1,7 milliard de mètres cubes d'eau dessalée par an en 2030.

En **Algérie**, Veolia opère l'usine de dessalement de Hamma, parmi les plus importantes unités d'osmose inverse du continent africain. Avec une capacité de production de 200 000 m³ d'eau potable par jour, cette installation couvre une part significative des besoins de la capitale et améliore concrètement la continuité du service pour plusieurs centaines de milliers d'habitants.

En **Libye**, pays marqué par une forte aridité, Veolia est présent depuis 1973. Au fil des années, le groupe a installé 24 usines de dessalement (530.000 m³/jour). D'autres projets plus récents ont été réalisés à Ras Lanouf (16.000 m³ par jour), et à Syrte (12.000 m³ par jour). A cela s'ajoute la modernisation d'installations à Derna et Tobrouk, renforçant ainsi la résilience hydrique des villes côtières dépendantes des nappes fossiles de la Grande Rivière Artificielle.

En **Arabie saoudite**, Veolia est présent depuis 1975. Le groupe y a construit 25 usines de dessalement avec des procédés technologiques innovants qui ont permis de diviser par plus de deux le coût de l'eau dessalée, souvent inférieur à 0,50 dollar/m³. Le groupe accompagne le Royaume dans sa Stratégie Nationale de l'Eau. Ainsi à Riyad et dans 22 municipalités, Veolia gère un service pour près de 9 millions d'habitants, avec un objectif clair : réduire de moitié les pertes et garantir un service 24/24. Il exploite par ailleurs des stations à Djeddah et alimente la cité historique d'Al

Ula. Enfin, le groupe réalise à Jubail pour le compte de Saudi Aramco et TotalEnergies, un projet pour recycler 9 millions de m³/an d'effluents pétrochimiques sur 30 ans.

Aux **Émirats arabes unis** où le groupe est présent depuis 1973, Veolia a construit 44 usines de dessalement pour une capacité totale de 4 millions de m³/jour.

À Abu Dhabi et Al Aïn, les stations de Veolia traitent 430.000 m³/jour réutilisés pour les espaces verts. À Ajman, une usine de 140.000 m³/jour intègre des procédés valorisant des sous-produits du traitement des eaux usées pour limiter son empreinte environnementale.

En **Oman**, l'usine Barka IV produit 281.000 m³/jour assurant environ 18 % des

besoins du pays en eau potable. Et à Sur, une usine alimentée par une centrale solaire de 17 MW, produit 131.000 m³/jour. La centrale assure par ailleurs l'alimentation en électricité de 600.000 personnes et évite l'émission de près de 300.000 tonnes de CO₂/an. Enfin Veolia opère une usine de traitement d'eau brute pour le site gazier de BP Khazzan, démontrant ainsi la compatibilité entre performance industrielle et préservation des ressources.

Au **Koweït**, Veolia opère la station « zéro rejet liquide » pour la raffinerie d'Al Zour (KIPIC) et trois usines de dessalement (600.000 m³/jour).

Au **Bahreïn**, présent dans le Royaume depuis 1976, Veolia y a construit 4 usines de dessalement produisant 500.000 m³/jour. Et une coentreprise de Veolia gère un système intégré de refroidissement urbain, de traitement des eaux usées et de réutilisation de l'eau traitée pour l'irrigation.

Au **Qatar**, Veolia exploite l'intégralité des réseaux, la station d'épuration de la zone Nord de Doha, et fournit au village culturel de Katara la plus grande installation de réutilisation d'eau du pays permettant d'économiser de 5.000 à 15.000 m³/jour pour l'irrigation et le froid urbain.

Au **Jordanie**, pays parmi les plus pauvres en eau au monde, la station d'As Samra, une bioraffinerie circulaire, traite 365.000 m³/jour, fournit 25 % de l'eau agricole et 12 % de l'eau du pays, et couvre plus de 95 % de ses



M. Antoine Frérot, M. Raoul Delamare, M. Samir Majoul

En 2023, Veolia a produit, dans les pays arabes, 305 millions de m³ d'eau dessalée, cumulé près de 670 millions de m³ en y ajoutant les eaux usées traitées et réutilisées, et permis d'économiser 320 millions de m³ d'eau dans les réseaux

besoins énergétiques grâce au biogaz et à l'hydraulique. Par ailleurs, le groupe opère pour le compte de DIWACO et du ministère de l'Eau et de l'Irrigation (MWI), un système d'adduction d'une grande complexité : des puits forés jusqu'à 600 mètres de profondeur, plusieurs stations de pompage et un réseau de conduites de plus de 330 kilomètres. Cet ensemble alimente près de 50 % de la population de la capitale. Il a franchi, en 2023, le seuil d'un milliard de mètres cubes d'eau potable délivrés depuis son entrée en service, soit plus de 108 millions de m³ par an.

En Égypte, Avec la station d'El Hammam, au cœur du Nouveau Projet du Delta, Veolia contribue à la plus grande installation de traitement des eaux de drainage agricole au monde : 7,5 millions de m³/jour, un canal de 120 km, plus de 320.000 m³. Par ailleurs, la station d'El Hammam contribue à la réduction de la pollution du lac Marriout et de la

potable et de l'assainissement (Meknès), la réduction des pertes à grande échelle (Riyad), la digitalisation des régies (Jordanie). Ces services viennent compléter un ensemble de leviers cohérents comme la réduction des pertes, le dessalement sobre en énergie, la réutilisation avancée des eaux usées, le traitement des effluents industriels jusqu'au zéro rejet liquide, l'asset management des usines et réseaux, et l'appui à la gouvernance et aux modèles de partenariats public-privé.

Investissement en capital humain

Convaincu que le premier investissement est celui dans le capital humain, Veolia a fait le choix d'investir dans la protection sociale de l'ensemble de ses collaborateurs, de



côte d'Alexandrie tout en soutenant l'essor agricole. Enfin le groupe accompagne l'industrie lourde dans la substitution progressive de l'eau du Nil par de l'eau de mer dessalée via des unités de traitement mobiles.

Au Liban, dans les deux villes côtière, Tripoli et Jbeil, Veolia exploite des stations d'épuration essentielles pour la protection du littoral et de la santé publique.

Ingénierie, et gouvernance

Au-delà de l'exploitation et de la construction d'ouvrages, Veolia apporte ses compétences en ingénierie et en conseil, notamment la planification des investissements du secteur de l'eau et de l'assainissement (Sultanat d'Oman), la maîtrise d'œuvre pour le renforcement de l'alimentation en eau

soutenir les politiques de nationalisation de l'emploi dans les pays où il est implanté et de placer la diversité au cœur de son action. A titre d'exemple, au Maroc, 60 % des recrutements en 2025 sont des femmes. Et en Arabie saoudite, la filiale Enova est dirigée par une femme, à la tête de plus de 1.300 salariés.

Pour conclure, il a indiqué qu'en conjuguant les visions politiques et les talents des pays arabes avec les expertises du groupe Veolia, « nous pouvons transformer les contraintes en ressources, les risques en opportunités, et construire ensemble un avenir plus sûr, plus prospère et plus durable ».



INGENIERIE & CONSEIL

Eau - Environnement - Infrastructures - Gestion des données environnementales

Antea Group

Understanding today.
Improving tomorrow.

Antea Group est en France l'un des acteurs majeurs de l'ingénierie de l'environnement et de la valorisation des territoires. Fortes de 850 collaborateurs et positionnées sur quatre grands métiers, l'Eau, l'Environnement, les Infrastructures et la Donnée environnementale, nos équipes interviennent en France métropolitaine, dans les DOM et à l'international.

Nous sommes présents auprès d'une clientèle très diversifiée, constituée de grands groupes industriels, de PME dynamiques, de collectivités locales ou de gouvernements. A tous nous avons à cœur de répondre avec le même engagement et la même volonté d'apporter des solutions opérationnelles. Notre ingénierie adresse des problématiques très contemporaines et complexes, qui nécessitent la mobilisation de savoirs techniques pointus et la combinaison d'expertises diversifiées. Nous trouvons ces compétences au sein du groupe qui compte 3200 collaborateurs à travers le monde. Pour autant nous voulons également être en connexion avec d'autres expertises, avec les entreprises les plus

innovantes et avec toutes les régions du monde ; aussi sommes-nous membre fondateur de l'alliance environnementale Inogen qui regroupe plus de 60 partenaires et 7000 ingénieurs ou consultants répartis dans près de 70 pays, constituant ainsi l'un des tous premiers réseaux mondiaux.

Si nous avons réalisé quelques beaux projets au Proche-Orient et au Moyen-Orient, nous avons depuis quelques années la volonté d'intensifier notre développement par la mise en place de partenariats avec les acteurs du monde arabe. Nous sommes donc aujourd'hui heureux et fiers de rejoindre les membres de la CCFA pour apporter notre contribution active au développement conjoint engagé depuis des années.



Pascal VOYEAU

Directeur général Antea France

Nous vous accompagnons durant tout le cycle de vie de vos projets :

- Etude, pré-étude, audit et diagnostic
- Assistance à maîtrise d'ouvrage
- Maîtrise d'œuvre de conception et réalisation
- Clé en main et travaux
- Mesures d'eau et d'air
- Management de la donnée environnementale

Exemples de projets

Maroc : assistance technique environnementale, sociale et en matière de réinstallation de populations pour le programme "Compact II" du Millenium Challenge Corporation

Tunisie, Maroc, Algérie : évaluation des systèmes d'information sur l'eau pour la GIZ

Afrique austral : due diligence pour plus de 100 stations-services et installations pétrolières d'un groupe multinational dans plusieurs pays

Gaza : maîtrise d'œuvre pour la conception détaillée d'un nouveau centre de stockage des déchets, réhabilitation de l'ancienne décharge, suivi des travaux de construction

Liban : évaluation des ressources en eau sur le Mont Liban – Shouf Biosphere Reserve

Jordanie : assistance technique pour l'Union Européenne pour la conception du système national d'information sur l'eau

La seconde matinée du Sommet a permis de continuer à observer l'état des lieux dans certains pays, leurs besoins, les stratégies d'investissements, et les outils disponibles pour assurer ces investissements. Par ailleurs, M. Gérard Mestralle est venu présenter le corridor logistique IMEC qui doit répondre à la croissance des échanges entre l'Inde-le Moyen-Orient et l'Europe. Mais avant d'aborder tous ces sujets, M. Geoffroy Roux de Bézieux, Mme Rayanne Kanaan, le Dr. Khaled Hanafy et M. Hossam Zaki ont rappelé le cadre politique et économique de la relation entre la France et les pays arabes, et l'utilité de la francophonie.

Geoffroy Roux de Bézieux : la francophonie économique contre la fragmentation du monde

M. Geoffroy Roux de Bézieux, ancien président du Medef, Vice-président et Président d'honneur de l'Alliance des Patronats Francophones qu'il a fondée il y a quatre ans, a indiqué que la francophonie avait été imaginée comme une organisation culturelle, diplomatique, et éventuellement scientifique, et que l'approche économique lui manquait. L'Alliance des Patronats Francophones vient précisément remplir cet espace manquant. En quatre ans, l'Alliance a déjà rassemblé 39 pays. Quant à ses activités, elles tournent autour de l'organisation d'une rencontre annuelle des entrepreneurs francophones, et d'un sommet « Franco-Tech » dédié aux startups technologiques tous les deux ans. Le dernier, organisé à Paris, en novembre 2024, a attiré plus de 3.000 entrepreneurs.

L'Alliance veut se distinguer par du concret, a-t-il dit, précisant qu'une « rencontre est réussie, si à la fin il y a des affaires. » L'Alliance intègre bon nombre de pays arabes, notamment la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, l'Égypte, le Liban, Djibouti et les Comores. Elle se prépare à accueillir des membres associés, sur le modèle de l'OIF, parmi lesquels figureront le Qatar, les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, voire la Libye. Même la Chine a manifesté son intérêt, a-t-il souligné, preuve que ce réseau économique francophone dépasse le strict cadre linguistique. Par ailleurs, il a indiqué que l'Alliance regroupe aussi des pays avec lesquels la France traverse des périodes de tension comme l'Algérie, le Mali, le Niger, et le Burkina Faso. « Quand les politiques ne se parlent plus, les entrepreneurs continuent à se parler. »

Parmi les ambitions fortes de l'Alliance : une carte de cir-



M. Dominique Brunin, M. Geoffroy Roux de Bézieux

culation pour les entrepreneurs francophones afin de desserrer l'étau des visas et faciliter la mobilité entre le Sud et le Nord, et même entre pays du Sud. Les discussions sont engagées avec le gouvernement français. Un autre objectif serait de multiplier les bureaux de représentation. « Nous avons des bureaux au Québec et à Abidjan et nous travaillons avec nos amis libanais sur un bureau à Beyrouth », a-t-il annoncé.

Pour conclure, M. Geoffroy Roux a indiqué que les bouleversements climatiques touchent fortement les pays du Sud impactant les récoltes de cacao, de céréales et d'autres produits et que l'Alliance inclut dans ses travaux cette dimension du stress hydrique.

Khaled Hanafy : « repenser la relation franco-arabe »

Le Dr. Khaled Hanafy, Secrétaire Général de l'Union des Chambres Arabes, a résumé en quelques phrases le nouveau paysage mondial : des chaînes d'approvisionnement raccourcies, et des alliances construites sur la confiance, la compétence et les affinités géopolitiques. Dans ce contexte, il a appelé à reformuler en profondeur la relation franco-arabe dépassant la logique d'accès simple au marché pour développer une nouvelle



Dr. Khaled Hanafy

NGE, acteur majeur dans la zone MENA



3 pays actifs dans la zone



Arabie
Saoudite



Égypte



Maroc

+ de 150 M€
de chiffre d'affaires

+ 4 000
collaborateurs
au MENA

NOS PROJETS MAJEURS



forme de relation, pensée sur de partenariats gagnant-gagnant et de la valeur ajoutée partagée.

Par ailleurs, le Secrétaire Général de l'Union des Chambres Arabes a indiqué qu'il fallait rompre avec l'idée que le monde arabe serait homogène, soulignant que les 22 pays ont des profils distincts. Certains sont riches en capitaux, d'autres en ressources humaines qualifiées, d'autres en ressources naturelles ou en opportunités d'affaires. Ces profils

variés ouvrent des opportunités aux investisseurs notamment dans les énergies renouvelables, l'industrie verte, l'hydrogène vert, l'agriculture 4.0, et bien d'autres secteurs encore de l'économie. Il a lancé un appel aux acteurs économiques français, les appelant à changer le regard porté sur les pays arabes et mieux « décrypter le nouveau modèle qui se construit » et à repenser leur approche sur un pied d'égalité, dans un « esprit de partenariat sincère et réel ».

Rayanne Kanaan : la crise de l'eau et de l'environnement appelle des réponses coordonnées, innovantes et solidaires

Mme Kanaan, Secrétaire Générale de la Chambre de Commerce Franco Arabe, a rappelé que la région arabe, désertique et aride, était parmi la plus touchée au monde par les problèmes de l'eau, aggravés par le changement climatique, le manque de ressources et des défis environnementaux lourds notamment la pollution, la gestion des déchets et la fragilisation des écosystèmes.

Pourtant, des réponses se dessinent, citant à cet égard plusieurs exemples concrets de coopération avec la France, notamment un accord de 450 millions d'euros avec la Tunisie pour améliorer l'accès à l'eau, y compris pour la capitale Tunis ; le projet d'Aqaba, en Jordanie, partiellement financé par la Banque européenne d'investissement à hauteur de 200 millions de dollars, qui combine dessalement et adduction d'eau vers Amman, avec un objectif de fournir 300 millions de m³ par an ; l'accord signé en 2022 avec les Émirats arabes unis pour l'installation d'une importante station de dessalement destinée à produire plusieurs millions de m³ d'eau par an. D'autres accords reflètent la volonté des pays de la région d'approfondir cette relation avec la France, notamment des projets mariant dessalement et énergies renouvelables, en particulier l'énergie solaire.

« Les problèmes de l'eau et de l'environnement ne sont plus



S.E.M. Hossam Zaki, Dr. Khaled Hanafy,
Mme Rayanne Kanaan,

confinés aux frontières nationales, ils sont devenus régionaux et internationaux » a-t-elle dit, soulignant que des initiatives sont prises par les gouvernements et les entreprises pour relever ces défis. Et de conclure que le monde arabe attend des coopérations efficaces, et que la coopération avec la France fait partie des leviers sur lesquels la région fonde de grands espoirs.

Hossam Zaki : la Ligue des États Arabes soutient la coopération avec la France

Enfin, S.E.M. Hossam Zaki, Secrétaire Général adjoint de la Ligue des États Arabes, a souligné que ce Sommet reflète une prise de conscience réelle d'un problème très important dans le monde, et en particulier dans le monde arabe. Il a rappelé qu'au sein du monde arabe, 19 pays sur 22 sont déjà confrontés à des problèmes très importants en matière d'eau. « Ce défi pèse directement sur la vie de plusieurs millions de personnes et impose la recherche de solutions globales, inclusives, et technologiquement avancées », a-t-il soutenu.

Il a indiqué que de nombreux pays arabes ont commencé à moderniser la gestion de l'eau, notamment dans l'irrigation, et à mettre en œuvre des stratégies visant la souveraineté ou



S.E.M. Hossam Zaki

la sécurité alimentaire. Mais ces projets ont besoin d'un soutien international et d'un cadre global pour bénéficier pleinement des technologies disponibles. Il a rappelé les liens historiques entre la France et les pays arabes, et la capacité des deux parties à transformer ce capital historique

en une stratégie de coopération approfondie, au service de la durabilité, dans ses dimensions économiques, sociales et environnementales. Il a indiqué que l'eau et l'environnement sont certes des défis, mais qu'ils ouvrent aussi des opportunités pour resserrer les liens entre la France et les pays arabes.

Évoquant le drame de Gaza, M. Zaki a appelé à redoubler d'efforts pour permettre l'entrée de l'aide, notamment alimentaire, dénonçant les conditions qui entravent son acheminement.

En conclusion, il a salué l'initiative conjointe de la France et de l'Arabie saoudite en faveur de la solution à deux États, portée à New York au sein des Nations unies.

En conclusion, il a réaffirmé le soutien ferme de la Ligue des États Arabes à la coopération avec la France et à toutes les initiatives communes dans les domaines de l'eau, de l'énergie et de l'environnement, qu'il qualifie de piliers essentiels de la durabilité et de la stabilité régionale.

L'eau au cœur des besoins et des stratégies d'investissements

Pour animer cette séquence, S.E. Mme Leena Al-Hadid, Ambassadeure du Royaume hachémite de Jordanie, et M. Thair Al Jumali, ministre plénipotentiaire chargé d'Affaires de l'ambassade d'Irak à Paris, ont exposé les défis auxquels sont exposés leurs deux pays et M. Benjamin Hedde, Directeur international NGE/Sade et M. Jean-Baptiste Chauvel, Chef du Bureau pour la péninsule arabique de la Direction générale du Trésor français ont présenté des solutions techniques et des pistes de financements.



La Jordanie et l'Irak en première ligne

La Jordanie est aujourd'hui l'un des pays les plus pauvres en eau au monde a indiqué S.E. Mme Leena Al-Hadid, soulignant que la dotation annuelle par habitant était inférieure à 100 m³. Ce déficit résulte de plusieurs facteurs : le caractère aride du pays, la diminution drastique des ressources du Jourdain, les détournements de cours d'eau dans la région, ainsi que les vagues successives de réfugiés qui ont fortement accru la population.

Cette situation se traduit par un rationnement strict de l'eau dans toutes les régions et par des contraintes très fortes pour la population. Elle est aggravée par le vieillissement des infrastructures, réduisant de moitié leur capacité. Face à ces défis, la Jordanie a engagé une modernisation profonde de son secteur de l'eau et de ses pratiques agricoles, en privilégiant des cultures moins consommatrices d'eau et en développant une irrigation efficace.

La coopération avec la France joue un rôle essentiel dans cet effort, a-t-elle dit. Et de citer à cet égard, le projet d'As Samra, mené avec des partenaires français, qui permet de traiter plus de 70 % des eaux usées pour les réutiliser en agriculture. Les projets menés avec Veolia, pour la modernisation de la gestion de l'eau, l'installation de stations de traitement, l'amélioration de l'approvisionnement en eau de la capitale Amman, et l'appui technique à la compagnie des eaux d'Amman, sont ainsi de très belles réalisations.

Depuis 2023, la Jordanie a adopté une nouvelle stratégie qui vise à sécuriser son approvisionnement durable en eau grâce, notamment, au projet de dessalement de l'eau à Aqaba, qui couvrira environ 70 % des besoins d'Amman. Soutenu par de nombreux partenaires internationaux, il sera une réalisation majeure. En parallèle, la Jordanie investit dans la réduction des pertes en eau, la numérisation et la formation des jeunes cadres du secteur de l'eau. Une stratégie multifacettes qui doit ainsi être très efficace.

Irak : 70 % des ressources du Tigre et de l'Euphrate proviennent de l'extérieur

En Irak, les questions de l'eau ne sont pas seulement techniques, elles sont au cœur de la sécurité du pays, de son développement, de la stabilité et de la durabilité environnementale, indique d'emblée M. Thair Al Jumali, chargé d'Affaires de l'ambassade d'Irak à Paris.

L'Irak fait ainsi partie des régions les plus vulnérables : climat sec, forte dépendance à des ressources hydriques extérieures, et déséquilibres hydriques accentués par l'augmentation des températures. « Nous dépendons essentiellement du Tigre et de l'Euphrate dont environ 70 % des ressources proviennent de l'extérieur » indique M. Al Jumali, soulignant que les politiques hydriques des pays en amont ont un



Groupe MERLIN

LA RÉFÉRENCE INGÉNIERIE depuis 100 ans



Nos missions techniques allient rencontres humaines, diversité et innovation, elles sont dédiées aux thématiques suivantes :



- ▶ Protection et renaturation des cours d'eau,
- ▶ Protection des ressources en eau potable,
- ▶ Distribution d'eau potable,
- ▶ Dépollution des eaux usées et production de biométhane



Au sein d'une structure familiale, nos **650** ingénieurs et techniciens participent très concrètement à la mise en œuvre d'infrastructures à impacts positifs pour la planète, la santé et le bien-être de ses habitants.



- ▶ Collecte, tri, recyclage, valorisation de nos déchets
- ▶ Réduction des matières plastiques
- ▶ Déchets des REP*

* Responsabilité Élargie des Producteurs



- ▶ Décarbonation de nos territoires (chaleur) et de nos industries
- ▶ Production, distribution d'énergies « free » CO₂
- ▶ Combustibles solides de récupération, bois déchets



- ▶ Aménagements de nos villages, villes, agglomération, métropoles dans un souci permanent de sobriété carbone et mieux vivre en ville
- ▶ Transports en mode doux



... en France et à l'international

L'INTERNATIONAL
15% de notre activité

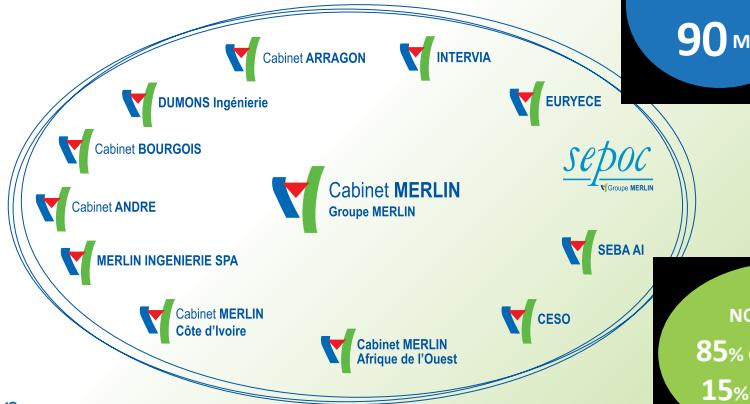
NOS
IMPLANTATIONS
40 en France
6 à l'étranger

MONTANT ANNUEL
DES TRAVAUX DIRIGÉS
1,5 Md€

CHIFFRE
D'AFFAIRES
90 M€

LE GROUPE
15 Sociétés
650 Collaborateurs

NOS CLIENTS
85% Clients Publics
15% Clients Privés



impact direct sur la sécurité hydrique en Irak.

Au cours des deux dernières décennies, l'Irak a subi la raréfaction de l'eau, l'allongement des périodes de sécheresse, la dégradation de la qualité de l'eau, ainsi qu'une accélération de la désertification. Face à ces défis, l'Irak a adopté des plans stratégiques intégrés visant la modernisation de l'irrigation et la réduction des pertes en eau, la protection des ressources hydriques et des écosystèmes, notamment dans la région des marais (Ahwar).

Par ailleurs, l'Irak travaille à renforcer la coopération régionale avec les pays riverains, en particulier avec la Turquie et l'Iran, afin d'assurer un partage juste et équitable des eaux. Sur le plan arabe et international, l'Irak participe activement au Conseil ministériel arabe de l'eau, au plan stratégique arabe pour la sécurité de l'eau à l'horizon 2030, aux négociations climatiques, et aux conventions internationales sur l'eau. Enfin, le pays développe des partenariats pour bénéficier d'expériences avancées en matière de gestion de l'eau et de l'énergie. L'Irak, pays à forte vocation agricole, a besoin de quantités importantes d'eau. Le gouvernement soutient ainsi ce secteur et considère que la coopération régionale et internationale est essentielle pour garantir la sécurité hydrique et alimentaire.

NGE : l'eau un métier d'avenir

M. Benjamin Hedde a déroulé l'histoire de NGE, quatrième acteur du BTP en France avec 26.000 collaborateurs et 5 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Né au début des années 2000 du rapprochement de plusieurs entreprises, le groupe a recentré ses activités pour faire de l'eau son premier métier. Un choix stratégique puisque l'eau est perçue comme le secteur d'avenir des infrastructures. Ce bien vital par excellence se trouve d'ailleurs au croisement des tensions liées au réchauffement climatique, à l'urbanisation rapide et aux déplacements de populations. Pour un constructeur d'infrastructures, c'est un marché prioritaire.

Si en France, l'enjeu principal de l'eau est la rénovation des réseaux vieillissants, à l'international, il s'agit de construire de nouvelles infrastructures devenues indispensables, fait remarquer M. Hedde. Il a souligné que les exemples de pays en stress hydrique se multiplient, à commencer par la Jordanie, l'Irak, ou la Syrie, où la raréfaction de la ressource, nécessite de renforcer les réseaux, de lutter contre les fuites, de développer l'assainissement et la réutilisation des eaux.

Il a rappelé que si l'attention se focalise souvent sur l'eau potable, l'assainissement est tout aussi déterminant : d'abord pour la santé publique, ensuite comme ressource pour l'industrie et l'agriculture. C'est pour ces raisons que l'activité «eau» est aujourd'hui au cœur du modèle de NGE. Le groupe est déjà implanté dans plusieurs pays de la

région : Maroc, Égypte, Arabie saoudite, avec une présence historique en Jordanie et en Palestine. Au Maroc, NGE intervient notamment sur des usines de dessalement pour l'OCP, en Mauritanie pour la pose de canalisations, en Palestine et en Jordanie pour le traitement de l'eau potable. La stratégie de développement international de NGE repose sur deux grands axes régionaux. Le premier est l'Amérique latine, notamment en Uruguay. Le second est le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord : une zone où le stress hydrique est particulièrement aigu. Dans cette géographie, le Maroc occupe une place singulière. Pour NGE, le Maroc est devenu sa première filiale internationale en effectifs : environ 3.000 salariés, une croissance d'environ 50 % par an, et l'eau comme première activité d'infrastructures.

Évoquant l'expertise française dans ce secteur, il a souligné que la France bénéficie d'une forte reconnaissance internationale. Les grands groupes de l'eau maîtrisent les « process » technologiques et les

montages contractuels et avec les majors du BTP, forment un ensemble particulièrement crédible à l'export. Toutefois, il a souligné que cette position n'est pas un « territoire réservé » et que les entreprises françaises doivent continuer à innover, à proposer des solutions ajustées aux contraintes locales et être compétitives en coûts.

La force spécifique de NGE tient à son bureau d'ingénierie interne, composé d'hydrauliciens reconnus, et à la capacité du groupe à couvrir toute la chaîne, de la conception à la réalisation, dans quatre grands domaines complémentaires : la production d'eau potable, le transfert d'eau, l'assainissement, et les travaux à haute technicité en milieu urbain.

Les financeurs : Banque mondiale, Afd, fonds verts, fonds souverains

M. Jean-Baptiste Chauvel, chef du bureau régional de la Direction générale du Trésor pour la péninsule arabique, a dressé un constat sans détour : dans cette région, l'eau n'est pas un sujet technique. C'est d'abord un sujet économique. Les capitaux existent, mais ils ne se mobilisent que pour des projets solides, bien structurés et rentables.

Il a souligné que les besoins en investissements se chiffrent à plus de 100 milliards de dollars pour le seul secteur de l'eau. En Irak, par exemple, la part des dépenses publiques consacrée à l'eau est passée de 1,9 % à 4 % du budget fédéral. Le coût de l'inaction pourrait atteindre jusqu'à 14 % du PIB d'ici 2050.

Face à cela, plusieurs grands acteurs financiers internationaux sont en première ligne. La Banque mondiale joue un rôle central, avec plus de 2,5 milliards de dollars de projets dans la région, dont 250 millions pour améliorer l'approvisionnement en eau à Beyrouth. D'autres institutions, comme la Banque africaine de développement ou l'Arab

Fund for Economic and Social Development, interviennent également via un éventail d'outils : subventions, prêts, garanties pour le secteur privé, assurances et assistance technique.

Par ailleurs, des fonds multilatéraux complètent ce dispositif. Le Green Climate Fund, adossé à l'Onu, contribue par exemple aux projets de dessalement en Jordanie. Enfin, la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) sont très présentes, notamment dans le dessalement et le transport d'eau en Jordanie. À côté de ces institutions multilatérales, des bailleurs bilatéraux comme l'Abu Dhabi Fund for Development ont consacré des montants significatifs à des projets dans une trentaine de pays. Ces bailleurs cofinancent souvent les mêmes opérations, ce qui permet de mutualiser les risques et d'augmenter les montants mobilisés.

La France agit, elle aussi, et à plusieurs niveaux. Sur le plan politique, elle intervient activement à l'Onu et au sein de l'Union européenne. Sur le plan économique, son levier principal reste l'Agence française de développement (Afd), qui investit massivement dans l'eau, notamment en Irak et en Égypte. Grâce à ses financements, chaque année des millions de personnes supplémentaires dans le monde accèdent durablement à l'eau potable ou à un service d'eau amélioré.

Deux prêts de 110 et 100 millions d'euros viennent d'être accordés à l'Irak, et des appels d'offres sont attendus prochainement. Le Trésor français dispose aussi d'un outil plus ciblé : le FASEP, qui finance sous forme de dons, des études, ou des projets pilotes dans les pays vulnérables. Il a par exemple soutenu l'entreprise Green Citizen pour un projet de surveillance des ressources en eau au Kurdistan irakien.

À côté de ces dispositifs publics, le secteur privé français tient une place importante. Les entreprises françaises participent à de nombreux grands projets, comme celui de dessalement à Aqaba, où interviennent également l'Afd, Proparco, Suez, des fonds d'infrastructures comme Meridiam, ainsi que des banques commerciales.

Abordant les fonds souverains du Golfe, un autre pilier majeur, il a indiqué que leur objectif était la rentabilité et non la subvention. En Arabie saoudite, le fonds souverain PIF offre, par exemple, des garanties ou des mécanismes de protection des revenus qui rassurent les investisseurs. Cela a permis de constituer un pipeline de projets dans l'eau et l'électricité. Ces fonds co-investissent avec des entreprises privées, peuvent racheter ou gérer directement des infrastructures et soutiennent l'innovation en finançant des start-up et des fonds de capital-risque spécialisés dans les technologies liées à l'eau.

Investissements, infrastructures, quels besoins quels outils

La Méditerranée est un carrefour entre les trois continents : Afrique, Asie et Europe. A ce titre, elle est un pôle économique majeur où les besoins en investissements sont importants pour répondre aux besoins des mutations qui s'opèrent dans cette région. Pour aborder ces questions quatre intervenants à cette séquence : Le Dr. Ali Hamie, ancien ministre, conseiller du Président de la République libanaise pour la reconstruction du Liban, M. Alexandre Ratle, Président de la Commission Méditerranée - PMO des Conseillers du commerce extérieur de la France, M. Antoine Colas, CEO International de Transdev et M. Jean Luc Chauvin, Président de la CCI Aix - Marseille - Provence.



Liban : application de la résolution 1701 et cessez-le-feu réel

M. Ali Hamié a décrit son pays gravement touché par la guerre et qui ne pourra se relever sans stabilité ni soutien international. Il est revenu sur les conséquences de l'offensive israélienne de 2024 qui a détruit des milliers d'immeubles malgré un cessez-le-feu sous parrainage franco-américain.

Le Liban, un pays dépendant largement de l'importation d'énergie et de denrées alimentaires, a subi de lourdes pertes. La ville de Beyrouth, en particulier, a été gravement endommagée. M. Hamié a souligné que la reconstruction devait être menée de manière inclusive et durable, en tenant compte des besoins locaux et internationaux.

Il a également évoqué la nécessité d'une aide internationale plus importante pour soutenir la reconstruction du Liban. La communauté internationale doit reconnaître l'importance de ce pays pour la stabilité régionale et prendre des mesures concrètes pour l'aider à se relever.



© Yann Le Pape / Getty Images / Shutterstock

CE QUI ME FAIT AVANCER ? SON SOURIRE.

Devenez **conducteur ou conductrice de bus.**
Rejoignez-nous.

Chez Transdev, nous donnons à nos talents l'opportunité de se développer et d'avoir un impact positif sur la société et la vie des gens, en délivrant des services de mobilité toujours plus sûrs, fiables et innovants.

 **transdev**
the mobility company



cation de la résolution 1701 de l'Onu et un cessez-le-feu réel, conditionnent la stabilité et le retour des investisseurs. Il a souligné les réformes engagées pour améliorer l'environnement des affaires et rappelé la tenue prochaine d'une conférence à Paris, dédiée à la reconstruction et à la relance de l'économie libanaise. La liste des secteurs prioritaires dressée par les autorités contient notamment l'énergie, l'eau, au côté des aéroports, des infrastructures routières, de l'assainissement, des ports, des corridors de transport et des infrastructures numériques.

Transports, villes, logistique : la Méditerranée comme plateforme

M. Antoine Colas, a souligné que la mobilité était aujourd'hui un service essentiel, particulièrement dans le monde arabe où les besoins explosent. Le transport public est un facteur clé d'inclusion sociale : il permet d'accéder au travail, aux soins, à l'éducation, tout en réduisant la congestion urbaine et les émissions de CO₂. Il a indiqué que les pays arabes investissent beaucoup dans les projets d'infrastructures de transport public pour répondre à la croissance démographique, l'urbanisation accélérée et la restructuration de pans entiers de l'économie.

Il a indiqué que trois grands types de projets dominent aujourd'hui : les nouveaux réseaux de transport (trams, métros, trains), l'électrification des flottes existantes, et la modernisation des réseaux pour augmenter les fréquences et améliorer la qualité du service.



M. Antoine Colas

français, a-t-il rappelé. Il est connecté à plus de 500 ports dans le monde, il joue un rôle de hub naturel entre l'Europe et le bassin méditerranéen. Par ailleurs, l'aéroport Marseille-Provence, deuxième aéroport de fret de France, offre un maillage aérien qui complète l'offre maritime et fait de Marseille un point de passage logistique majeur. Au-delà des infrastructures, Marseille partage avec l'autre rive une culture du lien, de la confiance et de la relation directe, appuyée sur des réseaux de diasporas. Cela facilite la pénétration des marchés, la compréhension des codes et la levée des blocages culturels.

Répondant à la question sur la présence des PME-PMI françaises dans le monde arabe, le président de la CCI a identifié quatre leviers pour renforcer leur présence dans les pays arabes : l'ancrage local (soutien à l'implantation), les alliances industrielles (partenariats, coentreprises), la mobilité économique (visa business simplifié) et la stabilité réglementaire et bancaire, avec la transparence des fonds et la libre circulation des capitaux.



M. Ali Hamié



M. Jean-Luc Chauvin



M. Alexandre Ratle

Pour lui, la région combine vision stratégique, capacité de financement et exigence élevée en matière de qualité. « Les nouveaux réseaux doivent être performants dès le premier jour, au niveau des meilleurs standards internationaux », a-t-il rappelé. Dans ce contexte, il y a une réelle opportunité pour les acteurs français du transport public, Transdev entendant y jouer pleinement son rôle.

Marseille, « capitale du Sud de l'Europe »

Marseille ne se contente pas de « regarder » la Méditerranée : elle y vit, y travaille, y fait des affaires. C'est le message porté par M. Jean-Luc Chauvin, Président de la CCI Aix-Marseille-Provence, lorsqu'il évoque sa ville, « Marseille, porte de la Méditerranée ». Il a rappelé que Marseille est un écosystème complet tourné vers la mer : ses institutions, son économie, ses infrastructures, mais aussi sa culture et sa façon d'être.

Le grand port maritime Marseille-Fos est le premier port

Alexandre Ratle : l'eau, un levier de paix et de coopération

Alexandre Ratle, Président de la Commission Méditerranée - Moyen-Orient des Conseillers du commerce extérieur de la France (CCEF) a rappelé la nature particulière de cette organisation, qui regroupe des chefs d'entreprises bénévoles, nommés par décret du Premier ministre, agissant à la fois au nom de l'État et comme entrepreneurs. Les CCE forment ainsi un écosystème à la fois institutionnel et économique, réunissant des dirigeants de grandes entreprises ou d'autres acteurs économiques.

Abordant le thème du Sommet, M. Ratle a souligné l'ampleur des besoins en investissements dans le secteur, insistant sur la nécessité de trouver des solutions innovantes. Il a indiqué que l'eau doit être un sujet d'alliance, un levier de paix et de coopération, et non de conflit.

Par ailleurs, il a décrit la situation en Tunisie, représentative de l'ensemble de la région, indiquant que ce pays subit une sécheresse intense depuis cinq ans, avec des barrages remplis à 25-30 %, et que 80 % de l'eau consommée est utilisée par l'agriculture. Il a rappelé que si les solutions existent, leurs réussites supposent une coopération multilatérale efficace. Enfin, interrogé sur la coopération entre entreprises françaises, M. Ratle reconnaît qu'elles sont concurrentes, mais qu'elles savent aussi s'unir autour d'une offre française commune lorsque l'intérêt collectif l'exige.

Corridor économique Inde-Moyen-Orient-Europe (IMEC) : un corridor logistique, un projet géopolitique

M. Gérard Mestrallet, envoyé spécial du Président de la République pour l'IMEC a présenté ce projet stratégique signé, en marge du G20 de New Delhi en septembre 2023. L'IMEC est un corridor reliant l'Inde à l'Europe en passant par la péninsule arabe et le Levant. Il s'articule autour de trois segments : un tronc maritime entre plusieurs ports indiens et la péninsule arabique ; un tronc terrestre traversant l'Arabie saoudite, les Émirats, la Jordanie et Israël ; enfin un tronc maritime méditerranéen vers l'Europe, avec plusieurs ports d'arrivée possibles, au premier rang desquels, Marseille.

L'IMEC n'est pas conçu comme un simple axe de conteneurs. Il doit aussi accueillir des « tuyaux » d'hydrogène vert, des lignes électriques dédiées à l'énergie renouvelable, ainsi que des câbles de fibre optique pour le transport de données. Il s'agit donc d'un corridor multimodal, combinant flux physiques et flux numériques, au service de la transition énergétique et de l'économie numérique.

M. Mestrallet a souligné la notion de « réseau » de ce corridor. « Dans un monde exposé à des accidents ou à des blocages - explosion du port de Beyrouth, engorgements au Canal de Suez - un seul port d'entrée ne suffit plus. D'où l'idée de multiplier les options : Alexandrie, Damiette, Port-Saïd, mais aussi, à terme, Tripoli, Beyrouth, Lattaquié, voire un port en eau profonde à Gaza. L'ambition est de bâtir un réseau résilient adaptable, capable d'irriguer les arrière-pays. »

L'IMEC doit répondre à la croissance des échanges entre l'Inde et l'Europe, appelée à doubler dans les prochaines années, bien au-delà des capacités actuelles. Le corridor se veut à la fois une route alternative ou complémentaire aux



M. Gérard Mestrallet

« Nouvelles routes de la soie » chinoises et la traduction économique des accords d'Abraham. Il serait un élément d'un plan de paix au Levant, à condition d'intégrer les pays voisins et de penser l'IMEC comme un outil de reconstruction et d'intégration régionale.

Sur le plan institutionnel, l'IMEC est doté d'une gouvernance légère mais effective. Un comité de pilotage réunit les « sherpas » des huit pays signataires, appuyés par cinq groupes de travail thématiques : marchandises, énergie, numérique, financements, coordination. L'Union européenne a inscrit l'IMEC dans le cadre de son initiative Global Gateway, dont il devrait devenir l'un des projets phares. Le projet est financé par les pays signataires, mais pour certains tronçons, l'appel à des financements multilatéraux complémentaires peut sécuriser la faisabilité et la soutenabilité du corridor.

Marseille-Fos, pivot français de l'IMEC



M. Hervé Martel

M. Hervé Martel, Directeur Général du port de Marseille-Fos, a présenté la trajectoire actuelle et future du premier port français, alors que son Conseil de surveillance vient d'adopter un projet stratégique pour les cinq prochaines années, assorti d'une vision à l'horizon 2050. Trois axes structurent cette stratégie : les flux énergétiques, la logistique et les données. Un ensemble cohérent avec le corridor IMEC.

Abordant le potentiel du port de Marseille-Fos, il a indiqué qu'il traite 75 millions de tonnes de marchandises par an, génère plus de 40.000 emplois sur deux sites : Marseille ville, et le golfe de Fos. Par ailleurs, Marseille-Fos traite d'importants volumes liés aux raffineries, au gaz naturel et à la chimie. Le site demeure une tête de pont énergétique pour la France et l'Europe grâce à son réseau de pipelines reliant les aéroports et les raffineries jusqu'en Suisse et en Allemagne.

L'avenir du port passe par la reconversion progressive de ses infrastructures. À cet effet, un budget d'un milliard d'euros sur cinq ans a été voté pour faire passer le port d'un hub carboné à un hub de nouvelles énergies décarbonées, pour renforcer l'axe stratégique Marseille-Lyon-Bourgogne, et pour conforter la position de Marseille comme site stratégique pour les « data centers » et pour l'atterrage de câbles sous-marins, projetant ainsi la ville au 5ème rang des grands hubs numériques mondiaux.

Revenant sur l'IMEC, M. Martel a indiqué que les ports associés à ce projet sont des « noeuds » dans un réseau et que le maillon le plus faible peut faire échouer l'ensemble. D'où la nécessité de coordonner numériquement les acteurs, d'harmoniser les standards environnementaux et d'agir en réseau avec tous les ports. A cet égard, il propose la création d'un « club des ports de l'IMEC » pour une vision partagée, car la réussite du projet dépendra de l'engagement de l'ensemble des acteurs publics et privés.

Arabie saoudite : réformes internes, appétit externe

Le Dr Mohamed Ben Laden, Président du Conseil d’Affaires Franco-Saoudien, a présenté la place singulière qu’occupe aujourd’hui l’Arabie saoudite dans cette grande recomposition régionale. « Le Royaume est aujourd’hui le plus grand chantier au monde à ciel ouvert », dit-il, ajoutant que depuis le lancement de la Vision 2030, Riyad a engagé une série de réformes économiques et sociétales d’une ampleur inédite.

Au premier rang de ces transformations figure la diversification de l’économie, avec déjà 36 % du PIB issu de secteurs non pétroliers. À cette mutation structurelle s’ajoutent les efforts pour une gouvernance transparente et une lutte frontale contre la corruption, présentées comme un préalable pour attirer les investisseurs étrangers et sécuriser leurs engagements à long terme. « L’Arabie s’ouvre progressivement : les étrangers peuvent désormais posséder des biens immobiliers, obtenir une résidence premium et investir sans partenaire local », a-t-il indiqué.

Autre volet de cette transformation : l’édification de la jeunesse saoudienne. Le Royaume est en train de privatiser son système éducatif et ouvre la porte aux grandes écoles et universités étrangères, fait remarquer M. Ben Laden. Un message clair adressé aux institutions françaises pour leur signifier que la francophonie est un socle commun partagé et que le français est aussi une langue des affaires. Sur le plan régional, le Royaume pousse activement à la coordination entre les pays du Golfe. Il soutient la création d’une autorité commune de l’aviation civile et promeut un projet de ligne ferroviaire rapide reliant de grandes villes dans la région. « Cette partie du monde bouge, s’unit, crée une dynamique de logistique. Une dynamique qui pourrait



Dr. Mohamed Ben Laden

s’étendre et s’élargir à la Syrie, au Liban et à d’autres pays dans la région ».

Pour les entreprises françaises, la recommandation du Dr Ben Laden est directe : s’installer en Arabie saoudite, employer des Saoudiens, produire localement. Le nouveau cadre réglementaire du Royaume est conçu pour récompenser ceux qui font ce choix d’ancrage durable. Un système de notation préférentielle, notamment pour l’accès aux marchés publics, avantage les acteurs qui investissent réellement sur place, structurent une présence industrielle et contribuent à l’emploi local.

Olivier Cadic : win, win, win avec l’IMEC

Dans un contexte mondial de tensions croissantes et de recomposition des alliances, le Sénateur Olivier Cadic, Président du groupe d’amitié France-pays du Golfe, défend une voie de coopération plutôt que de confrontation. Au cœur de sa réflexion : l’« hydro-diplomatie ». Fleuves, bassins et mers ne doivent pas être des lignes de fracture, mais des espaces de partage, de gestion collective et de solidarité. L’eau, ressource vitale, doit unir davantage qu’elle ne sépare.

C’est dans cette logique qu’il aborde le projet de corridor IMEC, qu’il inscrit dans le face-à-face entre la Chine et les États-Unis. Et plutôt que de subir cette confrontation, M. Cadic appelle à s’y adapter lucidement.

L’IMEC apparaît alors comme bien plus qu’un simple corridor économique : il se présente comme un pont stratégique reliant l’Europe, les pays du Golfe et l’Inde autour d’une ambition commune d’ouverture, d’innovation et de stabilité. Reprenant la formule de M. Gérard Mestrallet, le Sénateur le décrit comme « une alternative à la Chine ». Il souligne le rôle structurant des accords d’Abraham pour comprendre le choix du port d’Haïfa comme point d’arrivée



M. Olivier Cadic

et esquisse, à plus long terme, de possibles retombés positives pour le Liban.

Les bénéfices sont d'abord européens. Le corridor offre à l'Union une occasion historique de se rapprocher de l'Inde, de sécuriser et diversifier ses routes commerciales et de réduire sa dépendance à des passages vulnérables. Il renforce son autonomie stratégique dans les infrastructures, l'énergie et les technologies, tout en dopant la compétitivité de ses entreprises.

Pour les pays du Golfe, l'IMEC agit comme un accélérateur de diversification économique. Grâce à un réseau multimodal combinant ports, rail et énergie, la région se positionne en hub entre l'Asie et l'Europe. Ces États deviennent des plaques tournantes logistiques, attirant capitaux, innovations et technologies. Le projet contribue aussi, à la stabilité

et à la prospérité régionales, objectifs que la France partage pleinement.

Pour l'Inde enfin, le corridor constitue un levier stratégique majeur. Il lui offre un accès plus direct et plus rapide au marché européen, son premier partenaire commercial, et la place au centre des échanges eurasiatiques. Les nouvelles infrastructures modernisent sa logistique, soutiennent sa croissance intérieure et renforcent la compétitivité de ses entreprises. L'Inde devient ainsi un pivot de chaînes de valeur plus résilientes, durables et diversifiées, tout en consolidant le partenariat Europe-Inde dans l'innovation, la connectivité et l'énergie propre.

Pour M. Cadic, l'IMEC est un projet gagnant pour l'Europe, gagnant pour le Golfe, gagnant pour l'Inde. Un projet porteur d'espérance dans un monde à la recherche de nouveaux équilibres.

M. Ludovic Pouille : le Sommet économique France Pays Arabes est un rendez-vous incontournable

M. l'Ambassadeur Ludovic Pouille, nouvel envoyé spécial de la France pour la reconstruction et le développement au Moyen-Orient, a souligné le caractère « incontournable » de ce rendez-vous dans la relation stratégique entre la France et le monde arabe, et salué une mobilisation institutionnelle inédite autour de la coopération économique.

Sur le plan politique, il a indiqué que la France est pleinement engagée pour la sécurité, la stabilité et la prospérité des peuples de la région. Elle a multiplié les initiatives, notamment avec l'Arabie saoudite, pour favoriser un cessez-le-feu à Gaza et faire revivre la solution à deux États, illustrée par la déclaration de New York adoptée par 142 États et par la reconnaissance par la France de l'État de Palestine. L'objectif est d'améliorer la situation humanitaire à Gaza et de relancer le processus politique, seule garantie d'une sécurité durable.

Au Liban, Paris soutient les nouvelles autorités sur la voie des réformes et de la reconstruction et a annoncé une conférence à cette fin dans les prochains mois. Enfin, en Syrie, la France se tient aux côtés des nouvelles autorités et prépare la reprise des investissements.

Abordant le thème de l'eau et de l'environnement, il a rappelé que les pays de la région sont en première ligne face au changement climatique et au stress hydrique. Il a indiqué que la France fait de l'eau une priorité stratégique,



S.E.M. Ludovic Pouille

articulée autour de l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement, et à une gestion intégrée de la ressource. Il a souligné que l'Afd est l'instrument central de cette stratégie, avec des projets en Palestine et au Maghreb et un retour en préparation en Syrie. La France entend également s'appuyer sur l'excellence de ses entreprises dans la desserte, le dessalement ou la planification de l'assainissement à travers les grands projets dans les pays de la région.

Enfin, il a mis en avant l'« équipe France » : un réseau unique réunissant ministères, ambassades, Chambres de Commerce, Business France, Bpifrance, Medef International, CPME et conseillers du commerce extérieur, au service à la fois des entreprises françaises à l'export et des investisseurs arabes souhaitant s'implanter en France. Il a également rappelé que la France et les pays arabes travaillent ensemble, au niveau multilatéral, rappelant à cet égard, l'organisation avec l'Arabie saoudite, le Kazakhstan et la Banque mondiale, du premier One Water Summit, qui a confirmé un engagement commun à placer l'eau au sommet de l'agenda mondial.

Pour conclure, il a indiqué qu'investir dans l'eau revient à investir dans la stabilité, la prospérité et la dignité des populations. Et que la France entend demeurer un partenaire « loyal et engagé » du monde arabe face aux défis d'aujourd'hui et de demain.

M. Raoul Delamare : l'eau et l'environnement sont au cœur des opportunités

Dans son intervention de clôture, M. Raoul Delamare a indiqué que l'eau et l'environnement ne sont plus des enjeux périphériques, mais bien des leviers centraux de stabilité, d'innovation et de prospérité. Ils sont désormais au cœur des stratégies économiques des deux rives de la Méditerranée.

Il a soutenu que longtemps les relations économiques franco-arabes étaient structurées autour de l'énergie, des infrastructures, de la mobilité et de l'investissement, et qu'aujourd'hui, un autre mot universel et vital s'impose : l'eau. Parce que son accès conditionne la santé publique, la sécurité alimentaire, l'aménagement du territoire et, parfois, la paix. Il a rappelé que cette ressource exposée au changement climatique peut-être aussi un vecteur de vulnérabilité pour les sociétés, en amplifiant les risques physiques, humains et sociaux.

Il a indiqué que la France et les pays arabes partagent le même diagnostic : ils font face à des défis qui ignorent les frontières, mais que ces défis ne sont pas uniquement des menaces puisqu'ils ouvrent un champ d'opportunités. L'eau doit être abordée comme un défi commun et une responsabilité partagée. « Il est de notre responsabilité de s'assurer que chaque habitant, chaque entreprise, chaque territoire puisse disposer d'une eau de qualité en quantité suffisante, durablement, et à un coût soutenable », a-t-il dit. Ce Sommet a montré que cette responsabilité commune pouvait devenir un puissant moteur de coopération. Car l'eau n'est plus seulement une ressource mais aussi un modèle économique à réinventer, un bien commun qui appelle de nouveaux investissements, de nouvelles technologies, de nouveaux partenariats.

Face aux défis de l'environnement le constat est aussi fort : il n'est plus un secteur d'avenir. Il est l'avenir. Il a rappelé que le monde arabe, à travers ses visions stratégiques, mène de profondes transformations en matière d'énergies renouvelables et d'adaptation climatique.

La France est aussi engagée dans sa propre transition éco-logique, et déploie des solutions dans les énergies propres,



M. Raoul Delamare

l'efficacité énergétique, le traitement des déchets, les matériaux bas carbones et les réseaux intelligents. Et de conclure que l'environnement est un secteur de croissance, d'emplois et d'innovation, qui impose une coopération renforcée entre secteurs public et privé pour bâtir de véritables infrastructures environnementales, aussi structurantes pour le XXIe siècle que l'ont été les routes, les ports ou les réseaux électriques pour les siècles précédents.

Par ailleurs, il a indiqué que les crises - climatique, alimentaire, hydrique, énergétique - rappellent trois réalités : aucune économie ne peut désormais prospérer sans intégrer la contrainte environnementale ; aucun pays ne peut agir seul ; les technologies ne sont plus des perspectives lointaines, mais des solutions immédiatement mobilisables. Dans ce contexte, il perçoit des opportunités économiques communes sans précédents entre la France et les pays arabes.

Parmi ces opportunités, quatre domaines se détachent. D'abord, l'eau : avec le dessalement, les stations d'épuration, le traitement des eaux industrielles, l'irrigation intelligente, la réutilisation des eaux usées. Autant de secteurs dans lesquels des consortiums franco-arabes peuvent viser un leadership mondial. Ensuite, le recyclage, les énergies renouvelables, les infrastructures résilientes et l'adaptation climatique, qui forment un marché en forte croissance dans l'ensemble des pays arabes. Troisième levier : les collaborations entre start-up, universités, centres de recherche et incubateurs, capables de produire des solutions rapides et agiles. Enfin, la mobilisation conjointe des fonds souverains arabes, des banques françaises et arabes et des institutions multilatérales, pour structurer des financements durables à grande échelle.

Pour conclure, il a appelé à transformer cette vision en actes. Le Sommet ne se veut pas une conclusion, mais un point de départ. L'eau et l'environnement ne sont plus seulement au cœur des sociétés : ils sont désormais au cœur des opportunités et des choix d'avenir.

M. Nicolas Forissier : une dynamique nouvelle s'installe dans la relation entre la France et le monde arabe



M. Nicolas Forissier



M. Nicolas Forissier, ministre du Commerce extérieur et de l'Attractivité, en déplacement au Moyen-Orient, plus précisément à Oman et au Koweït aux dates du Sommet, a tenu à s'associer à la séance de clôture par un message dans lequel il a rappelé l'importance stratégique de ce rendez-vous du dialogue économique franco-arabe. La forte participation, en provenance de l'ensemble des pays de la Ligue des États Arabes, comme de nombreuses régions françaises, illustre, selon lui, la vitalité d'un partenariat historique fondé sur la confiance et résolument tourné vers l'avenir.

Depuis plusieurs années, une dynamique nouvelle s'est installée dans la relation entre la France et le monde arabe fondée sur la parité, la convergence des intérêts et la volonté d'innover ensemble. Le Sommet vient renforcer cette trajectoire en l'ancrant dans les grands enjeux contemporains.

Abordant le thème choisi, il a indiqué qu'il représente un enjeu « essentiel » : parce qu'aucun développement durable, ni aucune stabilité politique ou sociale, n'est possible sans eau. L'environnement également, parce qu'il conditionne directement la sécurité alimentaire, énergétique et sanitaire de centaines de millions de personnes.

Le monde arabe figure parmi les régions les plus exposées à la raréfaction de l'eau, à la désertification et aux tensions qui peuvent en découler. Mais c'est aussi l'une des zones où émergent certains des projets les plus ambitieux en matière de gestion durable de la ressource, de dessale-

ment, de souveraineté agricole, d'efficacité énergétique, d'infrastructures résilientes et d'industrie verte.

Pendant les deux jours du Sommet, les débats ont porté sur plusieurs enjeux décisifs : souveraineté hydrique et alimentaire, avec un focus sur les investissements et les infrastructures liées à l'eau, dans nombre de pays de la région, mettant en lumière les innovations technologiques, les financements et les partenariats public-privé, ainsi que les grandes initiatives interrégionales, comme le corridor économique Inde-Moyen-Orient-Europe, a-t-il rappelé. Et de souligner l'émergence d'une vision commune : refuser la fatalité, choisir l'investissement, la coopération et l'innovation. Il s'agit de considérer l'eau, non seulement comme un défi géopolitique majeur, mais aussi comme une opportunité de transformation et de modernisation pour les économies concernées.

Il a appelé à faire de ce Sommet un moment d'engagement concret : multiplier les échanges, créer des synergies, imaginer de nouveaux partenariats et ouvrir des perspectives inédites pour les entreprises.

Pour conclure, il a rendu un hommage chaleureux à M. Vincent Reina, saluant un mandat marqué par la rigueur et la vision, et adressé ses vœux de réussite à M. Raoul Delamare appelé à accompagner la Chambre dans les transformations à venir, notamment autour de l'intelligence artificielle et des nouveaux secteurs émergents.

CECI N'EST PAS UN VERRE D'EAU



**C'est l'océan... traité. dessalé. potabilisé.
au service des territoires**

Dans **les pays arabes**, Veolia produit chaque année plus de **300 millions de m³ d'eau dessalée**.

Avec une capacité de traitement cumulée de **13 millions de m³ par jour**, répartie sur plus de **2 300 sites** dans le monde, **Veolia est le leader mondial du dessalement**.

Nous accompagnons les municipalités et les industries pour sécuriser durablement l'accès à l'eau, grâce à des solutions de dessalement innovantes et responsables.

Découvrez comment Veolia sécurise l'accès à l'eau : near-middle-east.veolia.com | africa.veolia.com

 **VEOLIA**